MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

2 ème OBJET : ACQUISITION DE BIENS IMMOBILIERS SIS CHAUSSÉE DES BALLONS 438+ ET 440 (COMPLEXE DIT « LE DELTA »)

Le Conseil communal,

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles 1122-30, 3511-1 et 3512-2;

Considérant que la Ville de Mouscron s'est montrée intéressée par des biens immobiliers bâtis sis Chaussée des Ballons 440, cadastré comme étant 8e division, section L, numéro 0293/B et Chaussée des Ballons 438+, cadastré comme étant 8e division, section L, numéro 0291, actuellement connus comme étant le complexe « LE DELTA » ;

Considérant que les parcelles concernées occupent une position stratégique dans le quartier d'Herseaux Ballons et se situent à proximité d'Herseaux Place, Herseaux Gare et du Mont-à-Leux ;

Considérant que cette acquisition reflète la volonté du Collège communal d'investir dans ce quartier en faveur des citoyens ;

Considérant la vocation d'usage sportif des lieux ;

Considérant la demande croissante d'occupation et de mise à disposition de tels lieux par les citoyens et associations sportives ;

Vu le rapport d'expertise de ces biens réalisé par le géomètre expert M. Damien Berghe en date du 16 juillet 2025 ;

Considérant les discussions qui ont eu lieu avec les propriétaires de ces parcelles et ayant abouti à un accord de cession en faveur de la Ville de Mouscron ;

Considérant les projets d'actes proposés à cet effet par l'étude notariale ACTALEX, joints à la présente décision et en faisant partie intégrante ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 9 septembre 2025;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 12 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Sur proposition du Collège communal ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er. - D'acquérir, pour cause d'utilité publique, des biens immobiliers bâtis sis Chaussée des Ballons 440, cadastré comme étant 8e division, section L, n°0293/B et Chaussée des Ballons 438+, cadastré comme étant 8e division, section L, n° 291 et ce, pour un montant de 650.000 € ;

Art. 2. - De dispenser le Conservateur des Hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription de l'acte de vente ;

Art. 3. - Cette dépense sera imputée au budget communal de 2025, à l'article budgétaire suivant : 764/72102-60 (projet 20250215).

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

3e **OBJET : FABRIQUE D'EGLISE SAINT LÉGER – BUDGET 2026**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Décret du 13 mars 2014, modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 1er de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la délibération datée du 19 août 2025, par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Saint Léger à 7711 Dottignies a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2026 ;

Vu la décision d'approbation de l'Evêché de Tournai réceptionnée le 10 septembre 2025 par mail, sous réserve des modifications à apporter, à savoir :

- D42 (Remise allouée à l'évêché) : Facturation à hauteur de 15€ pour le service de révision quinquennale de l'obituaire ;
- D43 (Acquit des messes et services religieux fondés) : Révision de l'obituaire non réalisée pour le budget 2026 : reprise du montant de 2025 : 154€ au lieu de 147€, la révision aura lieu à une date ultérieure ;
- D50h (SABAM) : cotisation SABAM : 55€ au lieu de 60€ ;

Attendu que l'évêché précise également que selon leurs calculs, le R20 (Boni présumé de l'exercice précédent) est de 25.908,77€ et non de 24.708,56€ ;

Considérant que ce boni présumé est établi sur base de la déduction entre l'actif reprenant le boni du compte 2024, soit 31.766,93€ et du passif reprenant le boni présumé des recettes inscrites au budget 2025, soit 7.058,37€ ;

Attendu donc que le R20 pour le budget 2026 est maintenu à 24.708,56€ ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 15 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable de la Directrice financière remis en date du 15 septembre 2025 et joint à la présente délibération ;

Par voix ;

DECIDE :

Article 1er. - La délibération du 19 août 2025 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église Saint Léger à 7711 Dottignies a décidé d'arrêter le budget de l'exercice 2026 est approuvée aux chiffres suivants :

	Montant
Dépenses arrêtées par l'Evêque	11.175,00 €
Dépenses ordinaires	55.911,99 €
Dépenses extraordinaires	0,00 €
Total général des dépenses	**67.086,99 €**
Total général des recettes	**67.086,99 €**
Excédent	**0,00 €**

Art. 2. - Expédition du présent arrêté sera adressé :
- Au Conseil de la Fabrique d'église Saint Léger, Avenue du Reposoir 2 à 7711 Dottignies
- A Monseigneur l'Evêque de 7500 Tournai

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S. ;~~

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S FF ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

4ème OBJET : **CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE – PERSONNEL – IFIC - MODIFICATION DU STATUT PECUNIAIRE - APPROBATION**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la loi du 8 juillet 1976, Loi organique des Centres Publics d'Action Sociale, et plus particulièrement l'article 112 quater ;

Vu la délibération prise au Conseil de l'action sociale en date du 24 septembre 2025 portant modification du statut pécuniaire du personnel du CPAS, notamment par la revalorisation du barème IFIC 11 à IFIC 11+RW en ce qui concerne la fonction 6372 ;

A ..... des voix ;

D E C I D E :

Article 1 : D'approuver la délibération du Conseil de l'action sociale du 24 septembre 2025 portant modification du statut pécuniaire du personnel du CPAS, notamment par la revalorisation du barème IFIC 11 à IFIC 11+RW en ce qui concerne la fonction 6372.

Art. 2 : De transmettre la présente délibération d'approbation du Conseil de l'action sociale.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREU THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

5ème OBJET : **BUDGET 2025 – SERVICE EXTRAORDINAIRE – AFFECTATION DES SOLDES DE SUBSIDES EN FONDS DE RESERVE EXTRAORDINAIRE**

Le Conseil communal,

Vu le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu la circulaire budgétaire relative à l'élaboration des budgets des communes pour l'exercice 2025 notamment sa section V. « Service Extraordinaire », point 6, ayant pour objet l'utilisation du boni des exercices antérieurs ;

Attendu que les voies et moyens couvrant les investissements subsidiés listés ci-dessous sont supérieurs aux dépenses réellement imputées sur cette voie de financement ;

Vu les fiches projet extraordinaires annexées à la présente délibération ;

Vu la liste des projets et montants à affecter ci-dessous :

Num. projet	Montant
20230084	20.535,39
20230122	4.859,73
	25.395,12

Considérant donc qu'il convient de verser cette somme dans un fonds de réserve extraordinaire pouvant servir à couvrir d'autres dépenses que celles prévues initialement ;

Attendu que les crédits budgétaires ont été prévus en modification budgétaire n°2 de l'exercice 2025, service extraordinaire, inscrite à l'ordre du jour du Conseil communal du 22 septembre 2025 ;

Considérant que cette décision n'appelle pas l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Par ... voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A des voix ;

DECIDE :

Article unique. - Un fonds de réserves de 25.395,12€ provenant des soldes de subsides sera constitué à l'article 0603/955-51 du service extraordinaire via la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2025.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

6ème OBJET : BUDGET 2026 – SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de budget 2026 établi par le collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Vu la transmission du dossier à la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable de la Directrice financière remis en date du 22 septembre 2025 et joint dans les annexes du budget ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication du présent budget, aux organisations syndicales représentatives ; ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Attendu que le rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le CPAS a bien été adopté conformément à l'article L1122-11 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que les prévisions pluriannuelles ont bien été transmises à la tutelle via l'application eComptes ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu les ratios de charge de dette et d'endettement s'élevant respectivement à 9,66 % et 104,73 % ;

Après en avoir délibéré en séance publique,

Par ..... voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – D'arrêter, comme suit, le budget communal de l'exercice 2026 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	**Service extraordinaire**
Recettes exercice proprement dit	140.605.405,18 €	51.242.033,31 €
Dépenses exercice proprement dit	140.419.310,81 €	54.732.279,65 €
Boni / Mali exercice proprement dit	186.094,37 €	-3.490.246,34 €
Recettes exercices antérieurs	0,00 €	959.308,45 €
Dépenses exercices antérieurs	40.094,37 €	441.560,00 €
Prélèvements en recettes	0,00 €	4.055.246,34 €
Prélèvements en dépenses	146.000,00 €	544.000,00 €
Recettes globales	140.605.405,18 €	56.256.588,10 €
Dépenses globales	140.605.405,18 €	55.717.839,65 €
Boni / Mali global	0,00 €	538.748,45 €

2. Tableau de synthèse (partie centrale)

2.1. Service ordinaire

Budget précédent	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	139.389.595,93 €			139.389.595,93 €
Prévisions des dépenses globales	139.389.595,93 €			139.389.595,93 €
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	0,00 €			0,00 €

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

2.2. Service extraordinaire

Budget précédent	Après la dernière M.B.	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	71.831.285,89 €			71.831.285,89 €
Prévisions des dépenses globales	71.291.977,44 €			71.291.977,44 €
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	539.308,45 €			539.308,45 €

3. Montants des dotations issus du budget des entités consolidées (si budget non voté, l'indiquer)

	Dotations inscrites au budget communal	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
CPAS	15.073.417,59 €	
Fabrique d'Eglise Bon Pasteur	40.880,82 €	1er septembre 2025
Fabrique d'Eglise St. Jean Baptiste	15.747,54 €	1er septembre 2025
Fabrique d'Eglise Christ Roi	98.514,69 €	1er septembre 2025
Fabrique d'Eglise Saint Amand	37.264,14 €	1er septembre 2025
Culte Islamique	2.885,15 €	
Culte Protestant	2.885,15 €	
Fabrique d'Eglise Saint Paul	30.582,51 €	1er septembre 2025
Fabrique d'Eglise Sainte Famille	18.195,86 €	1er septembre 2025
Fabrique d'Eglise Saint Barthelemy	50.345,98 €	1er septembre 2025
Fabrique d'Eglise Saint Antoine Padoue	17.486,82 €	1er septembre 2025
Fabrique d'Eglise Nd Reine De La Paix	26.570,30 €	1er septembre 2025
Fabrique d'Eglise Saint Léger	25.167,09 €	13 octobre 2025
Fabrique d'Eglise Saint Maur	50.595,74 €	1er septembre 2025
Maison de la laïcité	41.000,00 €	
Zone de Police	16.210.030,55 €	Budget voté le 13 octobre 2025

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Zone de Secours	1.791.834,84 €	
IEG – Cotisation infrastructures	1.350.000,00 €	
IEG – Cotisation piscine	1.250.000,00 €	

4. Les crédits budgétaires pour le budget participatif sont inscrits aux articles suivants :
   - 87627/124-02 (diverses fournitures) : 15.000,00 €
   - 87627/744-51 (matériel) projet 20260219 : 10.000,00 €

Art. 2. - De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des Finances et à la directrice financière.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

7ème OBJET : RÈGLEMENT REDEVANCE – RÉALISATIONS DE L'ATELIER DE PUBLICITÉ ET DE LETTRAGE – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif à la réalisation de l'atelier de publicité et de lettrage présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la commune dispose d'un atelier de publicité et de lettrage dont les employés réalisent, sur demande, divers travaux de lettrage (calicots, panneaux en aluminium, ...) ;

Considérant qu'il y a lieu de faire payer, au demandeur, la réalisation de ces travaux ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les réalisations de l'atelier de publicité et de lettrage.

Art. 2 – La redevance est due par la personne ou le groupement qui en fait la demande.

Art. 3 – La redevance est fixée comme suit :

Pour 2 panneaux en aluminium (40 cm x 2,40 m)	39 €
Pour 3 panneaux en aluminium (60 cm x 2,40 m)	58 €
Pour 4 panneaux en aluminium (80 cm x 2,40 m)	78 €
Pour 5 panneaux en aluminium (1 m x 2,40 m)	97 €
Calicot	190 €
Repiquage de calicot	29 €

Le montant de la redevance ne comprend pas la matière première, celle-ci sera refacturée au prix coûtant. La redevance ne concerne que le travail de réalisation.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Art. 4 – La redevance est perçue par facturation ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 5 – Protection de la vie privée :

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatif aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelle et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 6 – Réclamation : Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 7 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 8 – A défaut de paiement du redevable à la suite de la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 9 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 11 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

8ème OBJET : **RÈGLEMENT GÉNÉRAL RELATIF AUX RÉALISATIONS DE L'ATELIER PUBLICITÉ ET DE LETTRAGE**

Le Conseil communal,

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement redevance relatif aux réalisations de l'atelier publicité et de lettrage présenté en cette même séance ;

Vu le règlement général relatif aux réalisations de l'atelier publicité et de lettrage adopté par le Conseil communal le 28 août 2017 ;

Attendu que l'atelier de publicité et de lettrage est un service communal ;

Considérant que la commune dispose d'un atelier de publicité et de lettrage dont les employés réalisent, sur demande, divers travaux de lettrage (calicots, panneaux en aluminium, ...) ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les conditions générales de fonctionnement à respecter ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. - L'atelier de publicité et de lettrage est un service communal.

Art. 2. - L'atelier de publicité et de lettrage réalise différents types de travaux de lettrage publicitaire :

1) Lettrage publicitaire sur calicots de différentes dimensions :
   - Calicot de 8 m x 1,50 m
   - Calicot de 3 m x 80 cm
   - Calicot de 6 m x 80 cm
   - Calicot de 1,80 m x 1,80 m

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

2) Lettrage publicitaire sur panneaux en aluminium de différentes dimensions :
   - 2 panneaux de 40 cm x 2,40m
   - 3 panneaux de 60 cm x 2,40 cm
   - 4 panneaux de 80 cm x 2,40 m
   - 5 panneaux de 1 m x 2,40 m
3) Repiquage de calicots

Art. 3. – Les demandes de réalisation peuvent être introduites par toute personne ou tout groupement qui souhaite faire réaliser un travail de publicité.

Art. 4. – Les demandes doivent être introduites via un formulaire de demande, disponible au Service de la Division technique 2, rue du Plavitout, 172 à 7700 Mouscron, Tél : 056/86.05.00, au moins 10 semaines avant la date de la manifestation pour laquelle le travail est réalisé. Les travaux seront réalisés selon les disponibilités du service concerné et dans l'ordre d'introduction des demandes.

Art. 5. - Le montant de la redevance est fixé dans le règlement-redevance en vigueur. Le montant de cette redevance ne comprend pars la matière première, celle-ci sera refacturée au prix coûtant. La redevance ne concerne que le travail de réalisation.

Art. 6. – Dans le cadre d'une manifestation ouverte au public, les calicots seront à récupérer, par le demandeur, à l'atelier de publicité et de lettrage et placer par lui-même au maximum 3 semaines avant la manifestation. Celui-ci s'engage à les retirer dans les 7 jours qui suivent la fin de la manifestation. Pour les panneaux en aluminium, ils seront placés par une société extérieure.

Art. 7. – La liste des lieux où se situent les supports pour les panneaux en aluminium est disponible, sur demande, auprès du service de la Division Technique 2, rue du Plavitout, 172 à 7700 Mouscron au 056/86.05.00.

Art. 8. – La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations recueillies à l'occasion de la demande de travail faite au moyen du formulaire prévu à cet effet sont enregistrées par la Ville de Mouscron dans un fichier informatique sécurisé en vue de la gestion et de la réalisation des travaux de publicité et de lettrage tels que décrits dans le présent règlement. Les données personnelles ainsi collectées ne sont utilisées dans aucun autre but.

Les données sont communiquées uniquement aux services suivants de la Ville de Mouscron : les organes décisionnaires, le Service Accueil de la Division Technique 2 aux fins de gestion des demandes et du suivi nécessaire, ainsi qu'au Service des Finances pour la facturation des prestations et son suivi.

Les données sont conservées quatre années à partir de la collecte avant d'être définitivement effacées. Les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

La base du traitement des données est la nécessité à l'exécution (pré-)contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD. Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse http://www.mouscron.be.

Art. 9. – Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 28 août 2017. Il sera publié tel que prévu aux articles l1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

9ème OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – LOCATION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE – ACADEMIE DE MUSIQUE, THEATRE, DANSE ET BEAUX-ARTS – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif à la location d'instruments de musique à l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que divers instruments de musique sont mis à disposition d'élèves qui en sont dépourvus ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les modalités de location, en ce compris le montant de la redevance ;

Considérant que la mise en location des instruments de musique constitue avant tout un encouragement aux élèves débutants et un soutien financier en leur faveur ;

Considérant que le montant de la location couvre uniquement les frais d'amortissement et de fonctionnement de l'instrument de musique ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 19 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la location de divers instruments de musique aux élèves de l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts.

Article 2 - La redevance est due par la personne qui en fait la demande (adulte ou personne responsable de l'enfant).

Article 3 - La redevance est fixée à 25,00 € par instrument de musique et par année scolaire. Lorsque la demande de location est effectuée après le 1er mars, la redevance sera de 12,50 € par instrument de musique et par année scolaire.

Article 4 - La redevance est payable au comptant, moyennant un reçu, dès l'inscription ou la réinscription de l'élève au cours concerné par l'instrument de musique qu'il/elle souhaite louer.

Article 5 - Les taux prévus par le présent règlement seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/05 de l'exercice}}{\text{Indice des prix au 31/05/2026}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables à partir du 1er jour de la rentrée scolaire.

Article 6 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 7 - Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 8 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 9 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 10 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

10ème OBJET : **REGLEMENT GENERAL RELATIF A LA LOCATION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE – ACADEMIE DE MUSIQUE, THEATRE, DANSE ET BEAUX-ARTS**

Le Conseil communal,

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif à la location d'instruments de musique adopté par le Conseil communal le 12 octobre 2015 ;

Vu le règlement redevance relatif à la location d'instruments de musique présenté en cette même séance ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les modalités de location ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Divers instruments de musique sont mis à disposition des élèves de l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts qui en sont dépourvus, contre paiement d'une redevance.

Article 2 - Les instruments loués sont la clarinette, le saxophone, la flûte traversière, le cor, le trombone, la trompette, le tuba, le violon, le violoncelle, l'alto, la guitare, la contrebasse et le piccolo.

Article 3 - Chaque élève inscrit à l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts a la possibilité de louer l'instrument nécessaire à son apprentissage et le garder durant toute l'année scolaire.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 4 - La demande de location doit être faite par écrit auprès du secrétariat de l'Académie de Musique, Théâtre, Danse et Beaux-Arts – Rue des Brasseurs, 1B – 7700 - MOUSCRON (B).

Article 5 - La redevance couvre les frais liés à l'usure normale de l'instrument.
La redevance ne couvre pas les frais encourus suite à la négligence de l'utilisateur, tels que l'emploi d'un produit lustrant non adapté, les dégâts causés par la chute de l'instrument, l'humidité, le vol, ...
L'Académie se réserve le droit de mettre l'instrument en réparation ou procéder à son remplacement en cas de négligence, et ceci aux frais du locataire.

Article 6 - En cas de perte ou de vol, le remplacement de l'instrument sera à charge du locataire.

Article 7 - Protection de la vie privée
La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
Les informations sont collectées et traitées par le secrétariat de l'Académie de Musique exclusivement en vue de la gestion liée à la location de l'instrument de musique concerné, et ce en fonction des dispositions énoncées dans le présent règlement. En cas de paiement par carte bancaire ou de prélèvement de frais supplémentaires dus par suite d'une détérioration de l'instrument de musique imputable à l'utilisateur, les données sont également communiquées au Service des Finances de la Ville de Mouscron.
Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD). Les données sont conservées durant toute la durée de la location et sont effacées au terme de celle-ci ; le cas échéant, les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.
Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 8 - Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 12 octobre 2015. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

11ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE – LOCATION DES « JEUX ANCIENS » – EXERCICES 2026 à 2031 INCLUS.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif à la location des « jeux anciens » présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que l'Administration met à disposition des jeux anciens en bois pour toute association mouscronnoise et les mouvements de jeunesse et association faisant partie du Conseil d'Organisation de Jeunesse de Mouscron (COJM) ;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir le secteur de la jeunesse mouscronnoise;

Considérant qu'une gratuité sera octroyée aux membres du Conseil d'Organisation de Jeunesse de Mouscron, secteur déjà soutenu dans le cadre de la logistique et de la participation à divers projets initiés par les membres ;

Considérant qu'il convient de définir le tarif de la location de ces jeux ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 17 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la location des « jeux anciens ».

Article 2 - La redevance est due par toute association mouscronnoise (ASBL ou association de fait) qui introduit la demande.

Article 3 - La redevance est fixée comme suit :

- 23,00 euros / 1 jeu ;
- 87,00 euros / 5 jeux ;
- 174,00 euros / 10 jeux.

La gratuité de la location est accordée pour les mouvements de jeunesse ou associations faisant partie du Comité d'Organisation de Jeunesse de Mouscron (COJM).

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés entreront en application au 1er janvier de l'exercice.

Article 4 - Le montant du sera facturé à charge du preneur après la location ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 5 – Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 6 – Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 8 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

12ème **OBJET : REGLEMENT GENERAL – LOCATION DES « JEUX ANCIENS »**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie et de la Décentralisation ;
Vu le règlement général relatif à la location des « jeux anciens » adopté par le Conseil communal le 12 septembre 2022 ;
Vu le règlement redevance relatif à la location des « jeux anciens » présenté en cette même séance ;
Considérant que la Ville de Mouscron met à disposition, en location, des « jeux anciens » destinés aux associations, écoles et clubs locaux ;
Considérant que ce service vise à encourager les activités collectives et à valoriser les initiatives locales;
Considérant que cette prestation est strictement réservée aux entités précitées et qu'elle exclut toute demande émanant de particuliers ;
Attendu qu'il est essentiel d'encadrer la location de matériel par un règlement clair et structuré ;
Attendu qu'il y a lieu de fixer les conditions générales de location ;
Après en avoir délibéré ;
A .... des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Objet
Le présent règlement d'ordre intérieur a pour objet de fixer les conditions générales de location des jeux anciens.

Article 2 - Philosophie

Le service jeunesse dispose de 16 jeux anciens qui sont utilisés dans le cadre de leurs animations. La liste des jeux et leur mode d'emploi sont disponibles sur demande au sein du service Jeunesse.

Article 3 - Rôle du service Jeunesse (gestionnaire)

Le service jeunesse a en charge l'application du présent règlement, la réception et le traitement des demandes de réservation des jeux.

Le Service Jeunesse se réserve le droit de refuser une demande en cas de non-respect du règlement d'ordre intérieur par le demandeur lors d'une précédente location.

Article 4 - Conditions de location

4.1 Les prix de location sont fixés dans le règlement-redevance en vigueur.

4.2 Réservation

La réservation se fait par téléphone (056 860 297) aux heures d'ouverture du service jeunesse (8h-12h 13h-17h) ou via mail à jeunesse@mouscron.be.

Les jeux anciens sont prêtés uniquement sur réservation au moins 7 jours avant la date de l'enlèvement. Toute personne désireuse d'emprunter des jeux anciens prend connaissance du règlement et en accepte les principes de fonctionnement.

4.3 Emprunt et restitution des jeux

La prise des jeux s'effectue la veille ou le vendredi (si week-end) au sein de l'entrepôt du service jeunesse situé à Derlys, rue de Lassus à 7712 Herseaux.

Le retour des jeux se fait le lendemain ou le lundi (si week-end) au sein de l'entrepôt du service jeunesse situé à Derlys, rue de Lassus à 7712 Herseaux.

Un document de « location du matériel » sera complété et signé au moment du retrait du/des jeu(x). Le détail de la réservation y sera indiqué ainsi que l'état du/des jeu(x) lors de l'enlèvement.

Au retour du/des jeu(x), le service jeunesse fera un état des lieux du matériel récupéré et l'indiquera dans ce même document. Tous dégâts constatés seront facturés.

4.4 Perte ou détérioration

En cas de perte ou détérioration qui n'est pas due à l'usure normale, la réparation, le rachat de la pièce ou du jeu complet sera refacturée de la manière suivante à tout mouvement ou association :

- Jeu perdu ou inutilisable : Facturation du jeu au prix coûtant au moment de la perte ou du dégât
- Détérioration sans conséquence sur le fonctionnement du jeu : 20,00 euros
- Perte ou dégradation de pièces : Facturation au prix de rachat des pièces

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

4.5 Responsabilité

Les jeux doivent être protégés des chocs et des intempéries pendant leur transport. Les caisses, boîtes, couvercles, sachets ne sont pas des jouets.

Avant usage, la personne devra s'assurer de l'état général du jeu à l'aide de l'inventaire et signaler, dès que possible par mail, toute défectuosité.

Avant d'y jouer, la personne devra prendre connaissance des règles afin d'éviter toute détérioration du jeu ou accident.

Les jeux devront être rendus, au plus tard, à la date prévue, rangés, complets, propres et accompagnés de la feuille de prêt.

Le service jeunesse n'est pas responsable des dommages ou accidents qui résulteraient de l'utilisation des jeux prêtés.

En cas de perte ou de détérioration qui n'est pas due à l'usure normale, la réparation, le rachat de la pièce ou du jeu complet sera facturé.

Article 5 - Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations collectées sont traitées exclusivement en vue de la gestion liée à la location des « jeux anciens », et ce en fonction des dispositions énoncées dans le présent règlement. Les données sont communiquées uniquement au Service Jeunesse et au Service des Finances de la Ville de Mouscron.

Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD) ; la non-fourniture des données sollicitées peut être un empêchement à la location des jeux concernés. Les données sont conservées durant toute la durée de la location et sont effacées au terme de l'année en cours ; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 6 - Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 12 septembre 2022. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

13ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE RELATIF AUX LOCATIONS DE MATERIEL D'ANIMATION PAR LE SERVICE JEUNESSE – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif aux locations de matériel d'animation par le Service jeunesse, présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la Ville de Mouscron met à disposition, en location, un ensemble de matériel d'animation destiné au secteur associatif ;

Considérant que cette prestation est strictement réservée aux entités précitées et qu'elle exclut toute demande émanant de particuliers ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant de la redevance ;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir le secteur de la jeunesse mouscronnoise ;

Considérant qu'une gratuité sera octroyée aux membres du Conseil d'Organisation de Jeunesse de Mouscron (COJM), secteur déjà soutenu dans le cadre de la logistique et de la participation à divers projets initiés par les membres ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 17 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la location du matériel d'animation par le Service jeunesse de l'Administration communale.

Article 2 - La redevance est due par le demandeur du secteur associatif.

Article 3 - La redevance est fixée comme suit :

- 10,00 € par location du matériel d'animation pour les 2 premiers jours et à 5,00 € par jour supplémentaire. Excepté : la piscine à boule (20EUR pour les 2 premiers jours et à 5,00 € par jour supplémentaire).

- 15,00 € par location du matériel électrique pour les 2 premiers jours et à 5,00 € par jour supplémentaire. (four, taques électriques).

La gratuité sera octroyée aux membres du Conseil d'Organisation de Jeunesse de Mouscron (COJM).

Article 4 - Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés entreront en application au 1er janvier de l'exercice.

Article 5 - Les montants dus seront facturés à charge du demandeur. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

En cas de dégradation du matériel, les frais de réparation ou de remplacement seront facturés à prix coûtant en totalité.

Article 6 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 7 - Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Si les motifs invoqués dans la réclamation n'autorisent aucune interprétation du règlement-redevance, un courrier de réponse, statuant définitivement sur la réclamation sera adressé au redevable dans les 6 mois de la réception de la réclamation.
En cas d'interprétation du règlement-redevance, la réclamation sera soumise à l'appréciation du Collège communal, lequel pourra confirmer, rectifier ou annuler le montant de la redevance dans le respect des dispositions légales.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 8 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 9 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 10 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

14ème OBJET : **REGLEMENT GENERAL RELATIF AUX LOCATIONS DE MATERIEL D'ANIMATION PAR LE SERVICE JEUNESSE**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie et de la Décentralisation ;
Vu le règlement général relatif aux locations de matériel d'animation par le service jeunesse adopté par le Conseil communal le 25 juin 2018 ;
Vu le règlement redevance relatif à la location de matériel d'animation présenté en cette même séance;
Considérant que la Ville de Mouscron met à disposition, en location, un ensemble de matériel d'animation destiné aux associations, écoles et clubs locaux;
Considérant que ce service vise à encourager les activités collectives et à valoriser les initiatives locales;
Considérant que cette prestation est strictement réservée aux entités précitées et qu'elle exclut toute demande émanant de particuliers;
Attendu qu'il est nécessaire d'établir un règlement définissant les conditions de mise à disposition de ce matériel;
Après en avoir délibéré ;
A .... des voix ;

DECIDE :

Article 1 – Objet
Le présent règlement établit les conditions générales de location de matériel d'animation fourni par le Service Jeunesse.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 2 – Philosophie

Le matériel proposé par le Service Jeunesse, utilisé principalement lors des animations en plaines communales, vise à encourager des activités éducatives, sociales et ludiques. Une liste détaillée est disponible sur demande auprès du Service Jeunesse. Ce matériel inclut :

- Costumes : Saint Nicolas, Père Noël ;
- Matériel d'animation : piscine à boules, parachute, quilles de jonglage, tapis de psychomotricité, etc. (liste complète disponible au sein du service jeunesse) ;
- Matériel électrique : plaques de cuisson, fours.

Article 3 – Rôle du Service Jeunesse (gestionnaire)

Le Service Jeunesse est responsable de :

- La gestion des demandes de réservation ;
- L'application et le suivi du présent règlement ;
- Le droit de refuser une demande en cas de non-respect antérieur des règles.

Article 4 – Conditions de location

4.1 Tarification

Les tarifs sont définis dans le règlement-redevance en vigueur. Les services communaux et les membres du Conseil d'Organisation de Jeunesse de Mouscron (COJM) bénéficient de la gratuité.

4.2 Réservation :

Les demandes se font par téléphone (056 860 297) ou par courriel (jeunesse@mouscron.be) aux horaires d'ouverture.

Les réservations doivent être effectuées au moins sept jours avant la date de l'enlèvement.

La lecture et l'approbation du présent règlement sont obligatoires avant toute réservation.

4.3 Retrait et restitution :

L'enlèvement du matériel s'effectue la veille ou le vendredi (pour un usage le week-end) à l'entrepôt de Derlys, rue de Lassus 7712 Herseaux.

Le retour est exigé le lendemain ou le lundi (pour un usage le week-end).

Un formulaire de location sera complété et signé au retrait. L'état du matériel sera vérifié à cette occasion et au retour. Toute dégradation sera facturée.

4.4 Perte ou dégradation :

En cas de perte ou de dégradation, les coûts de réparation ou de remplacement seront facturés à prix coûtant au demandeur.

4.5 Responsabilité :

Les locataires doivent protéger le matériel contre les chocs et les intempéries lors du transport.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Toute défectuosité doit être signalée rapidement par courriel.

Le matériel doit être restitué propre, complet et accompagné de la feuille de prêt.

Le Service Jeunesse décline toute responsabilité en cas d'accident lié à l'utilisation du matériel.

Article 5 – Protection des données personnelles

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations collectées sont traitées exclusivement en vue de la gestion liée à la location du matériel d'animation détenu par le Service Jeunesse de la Ville de Mouscron, et ce en fonction des dispositions énoncées dans le présent règlement. Les données sont communiquées uniquement à ce service, ainsi qu'au Service des Finances de la Ville de Mouscron pour la facturation correspondante.

Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD) ; la non-fourniture des données sollicitées peut être un empêchement à la location du matériel concerné. Les données sont conservées durant toute la durée de la location et sont effacées au terme de l'année en cours ; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 6 – Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 25 juin 2018. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

15ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE – LOCATION DE MATERIEL VIA L'ACCUEIL TEMPS LIBRE (ATL) – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif à la location de matériel via l'accueil temps libre présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que la mission principale de ce Service est l'accompagnement des opérateurs de l'accueil d'enfants de 3 à 12 ans ;

Considérant que les services proposés par le Service Accueil Temps Libre n'ont pas pour objectif de concurrencer le privé ;

Attendu que l'offre de services proposée par le Service Accueil Temps Libre est variée ;

Considérant que le matériel loué est de bonne qualité et diversifié ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer une redevance à la location de ce matériel ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la location de matériel par le Service Accueil Temps Libre.

Article 2 - La redevance est due par l'opérateur de l'accueil qui en fait la demande.

Article 3 - La redevance est fixée comme suit :

1) **MALLES A JEUX :**
   La participation financière est fixée à 2€ par malle et par jour.

2) **PETIT CHATEAU GONFLABLE :**
- 80 € par week-end
- 150 € par semaine
- 40€ par mercredi après-midi

3) **GRAND CHÂTEAU GONFLABLE :**
- 100€ par week-end
- 180€ par semaine
- 50€ par mercredi après-midi

4) **SUMO**
- 60€ par week-end
- 100€ par semaine
- 40€ par mercredi après-midi

5) **VOITURE ATL :** La participation financière est de 0,60 €/km
6) **BADGEUSE :** La participation financière est fixée à **5 € par jour**
7) **VIDEO PROJECTEUR+ ECRAN :** La participation financière est fixée à **5 € par jour**

Article 4 - Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Article 5 - Les sommes dues seront facturées ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 6 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 7 - Réclamation : Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 8 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés à prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également avec le principal.

Article 9 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 10 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Dossier traité par C. DUJARDIN

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

16ème OBJET : **REGLEMENT GENERAL RELATIF AUX LOCATIONS DE MATERIEL VIA L'ACCUEIL TEMPS LIBRE**

Le Conseil communal,

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif aux locations de matériel via l'accueil temps libre adopté par le Conseil communal le 07 octobre 2019 ;

Vu le règlement redevance relatif à la location de matériel via l'Accueil Temps Libre (ATL) présenté en cette même séance ;

Considérant qu'il y a lieu de définir les modalités de mise à disposition du matériel de l'ATL ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Le Service Accueil Temps Libre (ATL) coordonne les activités proposées aux enfants de 3 à 12 ans durant le temps libre sur l'entité, accompagne au développement de la qualité de l'accueil et soutient les professionnels et bénévoles de l'accueil.

Article 2 - Le Service ATL propose la location de matériel aux opérateurs de l'accueil de ces enfants sur le territoire de Mouscron.
Les montants de location sont prévus dans le règlement-redevance en vigueur.

Article 3 - Les malles à jeux :
Le prêt des malles à jeux se fait par jour.
Les réservations sont obligatoires. Elles se font auprès de la coordinatrice de l'ATL qui établit un contrat en double exemplaire.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Un rendez-vous est fixé pour l'enlèvement et le retour des malles. Les malles réservées peuvent être retirées aux ateliers communaux, rue du Plavitout. Un inventaire de départ est fait en présence du locataire et est remis avec la malle. Le locataire dispose de 24h pour vérifier le contenu et signaler une différence entre l'inventaire et le contenu de la malle qu'il a reçue.
Lors de chaque prêt, une caution de 100 € par malle devra être versée sur le compte BE63 0910 1149 2408 de la Ville de Mouscron au moins sept jours avant la date de l'enlèvement en reprenant la référence suivante : « Caution Malle ATL + le nom de l'opérateur » et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur. Il est possible, pour les opérateurs qui louent fréquemment les malles, que la caution reste sur le compte de la Ville durant l'année.
Lors de l'enlèvement des malles, l'opérateur reçoit les documents suivants :

- Un contrat signé,
- Une copie de l'inventaire.

La vérification du matériel prêté s'effectuera dans la mesure du possible aux dates et heures convenues pour le retour du matériel prêté.
En cas de dégradation ou de perte, une déduction des frais sera effectuée sur la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.

Article 4 - Les châteaux gonflables :
Les réservations sont obligatoires. Elles se font auprès de la coordinatrice de l'ATL qui établit un contrat en double exemplaire.
Un rendez-vous est fixé pour l'enlèvement du château en fonction des disponibilités horaires de la coordinatrice du Service ATL. Celui-ci se fera à la Festarade, rue du Festar à Dottignies.
Lors de chaque prêt, une caution de 200 € par château devra être versée sur le compte BE63 0910 1149 2408 de la Ville de Mouscron au moins sept jours avant la date de l'enlèvement en reprenant la référence suivante : « Caution château ATL + le nom de l'opérateur » et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur.
L'emprunteur est tenu de souscrire une assurance couvrant la responsabilité civile lui incombant dans le cadre de l'activité exercée, celle de la Ville de Mouscron ne pouvant en aucun cas être invoquée.
La vérification du matériel prêté s'effectuera dans la mesure du possible aux dates et heures convenues pour le retour du matériel prêté. Cependant, si au vu des conditions climatiques, l'opérateur est dans l'impossibilité d'établir l'inventaire du bien prêté dès son retour, un nouvel horaire sera établi afin de procéder à celui-ci dans le mois suivant le retour du matériel.
En cas de dégradation ou de perte, une déduction des frais sera effectuée sur la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.

Article 5 - Sumos :
Les réservations sont obligatoires. Elles se font auprès de la coordinatrice de l'ATL qui établit un contrat en double exemplaire.
Un rendez-vous est fixé pour l'enlèvement des sumos en fonction des disponibilités horaires de la coordinatrice du Service ATL. Celui-ci se fera au hall Derlys, rue de Lassus à Herseaux.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Lors de chaque prêt, une caution de 200 € devra être versée sur le compte BE63 0910 1149 2408 de la Ville de Mouscron au moins sept jours avant la date de l'enlèvement en reprenant la référence suivante : « Caution Sumos ATL + le nom de l'opérateur » et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur.
L'emprunteur est tenu de souscrire une assurance couvrant la responsabilité civile lui incombant dans le cadre de l'activité exercée, celle de la Ville de Mouscron ne pouvant en aucun cas être invoquée.
La vérification du matériel prêté s'effectuera dans la mesure du possible aux dates et heures convenues pour le retour du matériel prêté. Cependant, si au vu des conditions climatiques, l'opérateur est dans l'impossibilité d'établir l'inventaire du bien prêté dès son retour, un nouvel horaire sera établi afin de procéder à celui-ci dans le mois suivant le retour du matériel.
En cas de dégradation ou de perte, une déduction des frais sera effectuée sur la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.

Article 6 - Le véhicule :
Le prêt du véhicule de l'ATL, peut être prévu pour un jour ou pour plusieurs semaines pour autant que l'activité justifie la durée du prêt.
Les réservations sont obligatoires. Elles se font auprès de la coordinatrice de l'ATL qui établit un contrat en double exemplaire.
Un rendez-vous est fixé pour le départ et le retour du véhicule.
Un inventaire complet du véhicule est effectué.
Lors de chaque prêt, une caution de 300 € devra être versée sur le compte BE63 0910 1149 2408 de la Ville de Mouscron au moins sept jours avant le prêt du véhicule en reprenant la référence suivante : « Caution véhicule ATL + le nom de l'opérateur » et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur.
L'opérateur doit également fournir une copie des permis de conduire des éventuels conducteurs du véhicule.

Les infractions au Code de la route et les procès-verbaux qui en suivent sont à charge de l'association ou groupe qui disposait du véhicule durant cette période.
Le plein de carburant est fait par le Service ATL avant l'enlèvement. L'opérateur doit faire le plein de carburant avant de rendre le véhicule.
Une assurance en responsabilité civile a été souscrite par la Ville de Mouscron auprès d'Ethias assurance.
Lors de l'enlèvement de la voiture, l'opérateur reçoit les documents suivants :
- Un contrat signé,
- Une copie de l'inventaire complet réalisé communément,
- Un talon qui prouve que la caution a bien été reçue par le Service ATL,
- Les renseignements nécessaires en cas d'accident.

La vérification du véhicule prêté s'effectuera dans la mesure du possible aux dates et heures convenues pour le retour du véhicule prêté.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

En cas de dégradation, la réparation du véhicule entraînera une déduction des frais de la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.

Article 7 - Badgeuse :
Le prêt de la badgeuse se fait par jour. (badges non fournis)
Les réservations sont obligatoires. Elles se font auprès de la coordinatrice de l'ATL qui établit un contrat en double exemplaire.
Un rendez-vous est fixé pour l'enlèvement et le retour de la badgeuse. La badgeuse peut être retirée au Service Famille et Petite enfance. Un inventaire de départ est fait en présence du locataire et est remis avec la badgeuse.

Lors de chaque prêt, une caution de 100 € devra être versée sur le compte BE63 0910 1149 2408 de la Ville de Mouscron au moins sept jours avant la date de l'enlèvement en reprenant la référence suivante : « Caution badgeuse ATL + le nom de l'opérateur » et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur.

Lors de l'enlèvement, l'opérateur reçoit les documents suivants :
- Un contrat signé,
- Une copie de l'inventaire,

La vérification du matériel prêté s'effectuera dans la mesure du possible aux dates et heures convenues pour le retour du matériel prêté.
En cas de dégradation ou de perte, une déduction des frais sera effectuée sur la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.

Article 8 - Vidéo projecteur + écran :
Le prêt du matériel se fait par jour.
Les réservations sont obligatoires. Elles se font auprès de la coordinatrice de l'ATL qui établit un contrat en double exemplaire.
Un rendez-vous est fixé pour l'enlèvement et le retour du matériel. Le matériel peut être retiré au Service Famille et Petite enfance. Un inventaire de départ est fait en présence du locataire et est livré avec le matériel.

Lors de chaque prêt, une caution de 100 € devra être versée sur le compte BE63 0910 1149 2408 de la Ville de Mouscron au moins sept jours avant la date de l'enlèvement en reprenant la référence suivante : « Caution vidéo projecteur ATL + le nom de l'opérateur » et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur.

Lors de l'enlèvement, l'opérateur reçoit les documents suivants :
- Un contrat signé,
- Une copie de l'inventaire,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La vérification du matériel prêté s'effectuera dans la mesure du possible aux dates et heures convenues pour le retour du matériel prêté.
En cas de dégradation ou de perte, une déduction des frais sera effectuée sur la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.

Article 9 - Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations collectées sont traitées exclusivement en vue de la gestion liée à la location du matériel et des véhicules décrits dans le présent règlement. Les données sont communiquées aux différents départements suivants de la Ville de Mouscron : le Service Famille et Petite Enfance et le Service Accueil Temps Libre (ATL) pour la gestion et le suivi des prêts, ainsi que le Service des Finances pour la facturation correspondante.

Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD) ; la non-fourniture des données sollicitées peut être un empêchement à la location du matériel ou d'un véhicule. Les données sont conservées durant toute la durée de la location et sont effacées après 1 an ; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 10 - Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal du 07 octobre 2019. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

17ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – LOCATION DE MATÉRIEL – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif à la location de matériel de l'Administration communale présentée en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la Ville de Mouscron met à disposition de tiers du matériel dont elle est propriétaire ;

Considérant que ce matériel est de qualité et que l'offre de location est diversifiée ;

Considérant qu'il convient de définir les modalités de mise à disposition ainsi que les montants de la redevance de location ;

Considérant qu'un tarif préférentiel est proposé pour les ASBL afin de soutenir le secteur associatif ;

Considérant qu'il y a lieu de préciser la condition d'octroi gratuit du matériel pour des raisons de sécurité ou imposé par la Cellule de Sécurité des Evènements ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la location de matériel.

Art. 2 – Pour la location des barrières nadar, la redevance est due par la personne (physique ou morale) représentant l'association ou l'institution et par la personne physique (particulier) qui introduit la demande.

Pour la location de panneaux et/ou de lampe(s) clignotante(s), la redevance est due par la personne physique (particulier) qui introduit la demande.

Pour tout le reste du matériel mis en location, la redevance est due par la personne (physique ou morale) représentant l'association ou l'institution qui introduit la demande.

Art. 3 - La redevance est fixée de la manière suivante, par jour d'utilisation :

1) Tarif :

Amplification de rue	Location	91,70 €
Sonorisation	Location	91,70 €
Chaise	Location	0,70 €
Chaise	Transport (à l'unité)	0,21 €
Chalet 3m x 3m	Location et montage	244,16 €
Chalet 3m x 6m	Location et montage	366,24 €
Chalet 6m x 6m	Location et montage	671,44 €
Chalet 6m x 12m	Location et montage	915,60 €
Coffret électrique raccordement	Forfait	123,00 €
Consommation – 230 V Tri 32A	Forfait par semaine	121,00 €
Consommation – 230 V Tri 63A	Forfait par semaine	238,00 €
Consommation – 230 V Tri 125 A	Forfait par semaine	474,00 €
Cône	Location	0,70 €
Drapeau (petit ou grand)	Location	1,90 €
Eclairage de secours	Location	7,30 €
Haut-parleur	Location à p. du 9ème	37,00 €
Jardinière	Location	3,60 €
Mât	Location	1,40 €
Nadar	Location au mètre	0,10 €
Pétanque	1 terrain	106,81 €
Phare	Location	4,00 €
Podium alu 2m²	Location	7,30 €
Podium mobile 6,25m X 4,3m	Location	222,00 €
Podium mobile 8m x 6m	Location	733,00 €
Rallonge	Location	2,20 €
Sapin	Location	3,60 €
Table	Location	4,40 €
Table	Transport (à l'unité)	1,90 €
Tente	Transport avec montage	162,77 €
Tente	Transport sans montage	122,08 €
Transport	Forfait	91,56 €
Transport extérieur	Forfait au KM	3,00 €
Triplette	Location	1,40 €
Tonnelle	Location	37,00 €
Panneau de signalisation	Location (par jour)	1,20 €
Lampe clignotante	Location (par jour)	1,20 €

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

2) Un tarif préférentiel sera appliqué aux A.S.B.L. ; Elles se verront obtenir une réduction de 75% du prix indiqué dans le tableau ci-dessus.

3) La gratuité totale sera de mise pour ce qui concerne le prêt de matériel au CPAS et à la Zone de Police.

4) Le matériel imposé pour des raisons de sécurité par le Service ODP-GDV, le Service de planification d'urgence, la Sécurité intégrale et intégrée, la Police, le Service mobilité et le Service voirie est mis à disposition gratuitement à l'exception de situations liées au risque d'effondrement dûment constaté ou à l'effondrement de tout type de structure susceptible de menacer la sécurité publique.

5) Le matériel imposé par la Cellule de Sécurité des Evènements dans le cadre de l'organisation d'une festivité, tels que les ballons lumineux ou les gyrophares oranges, est mis à disposition gratuitement.

6) Le matériel demandé par des communes limitrophes pour des festivités organisées par elles-mêmes est prêté gratuitement. Le transport est réalisé par leurs soins sauf en cas de location du podium mobile : dans ce cas, le transport et le montage seront réalisés par du personnel de la Ville et le transport sera facturé au prix de 3,00 € du km (calculé sur 2 allers-retours).

7) Les comités de quartier, les ASBL, les amicales, s'ils en font la demande au Collège communal avant le 31 mars de l'exercice, obtiendront la gratuité pour la location du matériel pour l'une de leurs festivités au choix (le choix devant être défini dans la demande au Collège communal).

8) Les panneaux de signalisation ne seront loués qu'aux particuliers.

Art. 4 – Les montants prévus à l'article 3 seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 5 - Les montants dus seront facturés à charge du preneur. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 6 – Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatif aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelle et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 7 – Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 8 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 9 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 10 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

18ème OBJET : RÈGLEMENT GÉNÉRAL RELATIF À LA LOCATION DE MATERIEL

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif à la location de matériel approuvé par le Conseil communal en séance du 7 octobre 2019 ;

Vu le règlement redevance relatif à la location de matériel présenté en cette même séance ;

Attendu que l'Administration communale, et plus particulièrement le service de la Division technique 2, met à disposition de tiers du matériel divers dont elle est propriétaire ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les conditions générales de fonctionnement à respecter ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er - L'Administration communale, et plus particulièrement le Service de la Division Technique 2 met à disposition de tiers du matériel divers dont elle est propriétaire.

Article 2 - Toute réservation de matériel doit obligatoirement être effectuée par écrit (festivites@mouscron.be) ou par téléphone auprès du Service accueil de la Division Technique 2. (056/860.500)

Cette demande sera introduite par une personne âgée de 18 ans accomplis et légalement qualifiée pour engager son association ou institution

Le demandeur communiquera toutes les informations nécessaires à l'enregistrement de la demande de réservation. La demande sera enregistrée dans le logiciel spécifique à la gestion des travaux.

Les demandes sont examinées dans l'ordre de leur introduction et selon les disponibilités du matériel.

Article 3 - Le preneur est tenu de se conformer strictement aux termes de cette autorisation. Le preneur est, pour le surplus, tenu d'observer les dispositions du présent règlement.

Article 4 - Le Collège communal peut refuser la location de matériel à toute personne physique ou morale qui, par le passé, ne se serait pas montrée respectueuse des biens communaux ou qui ne serait pas en ordre de paiement des factures précédentes.

Article 5 - Le montant de la redevance est fixé dans le règlement-redevance en vigueur.

Article 6 - Le montant pris en compte est le montant qui est d'application à la date de la manifestation pour laquelle du matériel est loué et non pas le montant qui est d'application à la date de la réservation de ce matériel.

Article 7 - Toute ASBL souhaitant obtenir la réduction de tarif prévue dans le règlement-redevance devra être en mesure d'apporter la preuve de son statut.

Article 8 - Le transport du matériel n'est pris en charge que dans l'entité de Mouscron (Mouscron, Herseaux, Luingne et Dottignies).

Pour le transport et montage du podium mobile en dehors de l'entité, une demande au Collège communal doit être effectuée. Dans ce cas, le transport sera facturé sur base du prix prévu dans le règlement-redevance.

Article 9 - Le matériel communal est mis à disposition conformément aux jours et heures fixés de commun accord. Il en est de même pour la restitution du matériel. Celui-ci sera livré à l'entrée du site concerné et devra être remis au même endroit au plus tard le jour et à l'heure fixés pour que le personnel communal puisse le récupérer.

Article 10 - Lors de la prise en charge du matériel prêté, l'emprunteur signera un document pour réception. Par la signature de ce document, le demandeur ou toute personne mandatée par ce dernier reconnait avoir reçu le matériel sollicité en bon état. Dans le cas contraire, il fera mention de ses remarques par écrit sur le même document. Ce document engage solidairement la responsabilité de l'emprunteur et/ou l'organisme dont il relève ou qu'il représente.

Si, lors de la livraison, ni le demandeur ni l'un de ses représentants n'est présent, il est considéré par défaut que la livraison est acceptée.

Article 11 - Le matériel prêté devra faire l'objet des meilleurs soins de la part de l'emprunteur et sera restitué en bon état.

Il sera interdit d'utiliser du papier collant, punaises, agrafes ou tout autre matériel qui pourrait provoquer des dégradations sur l'ensemble du matériel communal.

Article 12 - L'utilisation du matériel se fera sous la seule responsabilité de l'emprunteur. L'emprunteur prend l'engagement de ne pas mettre en cause, sous quelque forme que ce soit, la responsabilité de l'Administration communale du chef d'accidents ou dommages quelconques pouvant provenir de l'état du matériel emprunté, de son montage ou de son utilisation. Il veillera à ce qu'il en soit disposé "en bon père de famille" et à ce qu'aucune dégradation ne soit commise.

Article 13 - Le matériel emprunté doit être affecté uniquement à l'usage prévu et toute cession de matériel à un tiers est strictement interdite.

Article 14 - L'emprunteur s'engage à souscrire une assurance contre le vol et la dégradation.

Article 15 - Lors de sa restitution, le matériel est vérifié contradictoirement par l'emprunteur et un employé communal. Les frais résultant de la détérioration, de la perte, du vol, de la non-remise et du nettoyage de tout ou partie du matériel et ceux résultant du temps perdu à devoir récupérer le matériel sur le site et non restitué à l'entrée de celui-ci, contrairement à l'article 9, sont à charge de l'emprunteur, au prix coûtant.

En cas d'absence de l'emprunteur lors de la reprise du matériel, l'avis de l'agent communal fait foi.

Article 16 - En cas de la location par un particulier de :

- panneaux de signalisation, une caution de 12,50 € par panneau devra être versée ;

- lampe clignotante : une caution de 25,00 € par lampe devra être versée ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- barrière nadar : une caution de 125,00 € par lampe devra être versée ;

Sur le compte BE29 0910 1704 6464 de la Ville de Mouscron préalablement à la location par l'emprunteur en reprenant la référence « Caution panneaux/lampe/BN + nom emprunteur » (par virement bancaire sur un compte bancaire ouvert au nom de l'Administration communale ou par bancontact aux ateliers communaux) et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur.

La caution sera remboursée sur le compte bancaire mentionné sur le formulaire de l'emprunteur lors de la réservation.

Tout manquement entraînera une déduction des frais de la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.
En cas de non-paiement de cette caution dans les délais, la location pourra être refusée.

Article 17 - En cas de mise à disposition de matériel imposé dans le cadre d'une festivité (ballon lumineux, gyrophare, orange), une caution de 12,50 € par gyrophare orange et de 150,00€ par ballon lumineux devra être versée sur le compte BE29 0910 1704 6464 de la Ville de Mouscron préalablement à la location par l'emprunteur en reprenant la référence « Caution gyrophare ou ballon + nom emprunteur » (par virement bancaire sur un compte bancaire ouvert au nom de l'Administration communale ou par bancontact aux ateliers communaux) et ce même en cas d'octroi de gratuité accordée par le Collège communal. Cette caution sera restituée entièrement ou partiellement en fonction du respect des obligations stipulées dans le présent règlement d'ordre intérieur.

La caution sera remboursée sur le compte bancaire mentionné sur le formulaire de l'emprunteur lors de la réservation.

Tout manquement entraînera une déduction des frais de la caution versée, avec refacturation à prix coûtant des frais supplémentaires si la caution devait être insuffisante.
En cas de non-paiement de cette caution dans les délais, la location pourra être refusée.

Article 18 - Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations recueillies lors de la demande de location de matériel ou de panneaux de signalisation sont enregistrées par la Ville de Mouscron dans un fichier informatique sécurisé en vue de la gestion administrative et comptable du matériel prêté. Les données ainsi collectées ne sont utilisées dans aucun autre but.

Les données sont communiquées uniquement aux services suivants de la Ville de Mouscron : le Service Accueil de la Division Technique 2 aux fins de gestion des demandes et de leurs suivis et le Service des Finances pour la facturation nécessaire et le remboursement des cautions.

Les données sont conservées trois ans à partir de leur collecte avant d'être définitivement effacées. Les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution (pré-)contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD) ; la non-fourniture des données sollicitées peut être un empêchement à la location du matériel souhaité. Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 19 - Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 07 octobre 2019. Il sera publié tel que prévu aux articles l1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

19ème OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – FORMATION D'ANIMATEURS EN CENTRES DE VACANCES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif à la formation d'animateurs en centres de vacances présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant qu'une formation (1ère et 2ème années) est organisée chaque année par la Ville de Mouscron dans le cadre des plaines communales ;

Considérant qu'elle s'adresse aux jeunes de plus de 16 ans ;

Considérant qu'une dérogation peut être sollicitée auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour permettre la participation d'un jeune de 15 ans qui aura 16 ans au cours de l'année de la formation ;

Considérant qu'elle permet d'obtenir le statut d'animateur breveté ;

Considérant qu'il convient de définir les modalités ainsi que le montant de l'inscription à cette formation ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 17 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale relative à la formation des animateurs en centres de vacances.

Article 2 - La redevance est due par toute personne qui souhaite s'inscrire à la formation (1ère ou 2ème année).

Article 3 - La redevance est fixée à 180,00 €.

Article 4 - Le taux prévu par le présent règlement sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents et à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice.

Article 5 - La redevance est perçue par facturation. La facture doit être soldée au plus tard la veille de l'entrée en formation.

Article 6 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 7 - Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 8 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 9 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 10 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

20ème **OBJET : REGLEMENT GENERAL – FORMATION D'ANIMATEURS EN CENTRES DE VACANCES**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu le règlement général relatif à la formation d'animateurs en centres de vacances adopté par le Conseil communal le 26 mars 2018 ;
Vu le règlement redevance relatif à la formation d'animateurs en centres de vacances présenté en cette même séance ;
Considérant qu'une formation (1ère et 2ème années) est organisée chaque année par la Ville de Mouscron dans le cadre des plaines communales ;
Considérant qu'elle s'adresse aux jeunes de plus de 16 ans ;
Considérant qu'une dérogation peut être sollicitée auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour permettre la participation d'un jeune de 15 ans qui aura 16 ans au cours de l'année de la formation;
Considérant qu'elle permet d'obtenir le statut d'animateur breveté ;
Considérant qu'il convient de définir les modalités d'inscription et d'organisation à cette formation ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1 - Organisation générale

Dans le cadre des plaines communales de vacances, une formation des animateurs est organisée de manière annuelle, une semaine durant les vacances de printemps. Cette formation d'animateurs permet d'obtenir le statut d'animateur « breveté » en 2 ans (1ère et 2ème années) pour ensuite exercer sous contrat socio-culturel (article 17), dont le montant de la rémunération est fixé à l'article 58 du statut pécuniaire du personnel statutaire communal et du personnel contractuel communal mais à l'exception des grades légaux, du personnel enseignant et du personnel du service d'incendie en vigueur actuellement.

Article 2 – Public concerné

Pour participer à cette formation, les jeunes doivent avoir au moins 16 ans au plus tard le premier jour de leur première année de formation. Une dérogation peut être sollicitée auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour permettre à un jeune de 15 ans, qui aura 16 ans au cours de l'année de formation, de participer.
Une quarantaine de jeunes peuvent participer à cette formation chaque année, incluant les 1ère et 2ème années.
La formation dure 7 jours, du samedi au samedi, et chaque jeune doit participer aux 7 jours de formation.

Article 3 - Inscriptions, paiements, remboursements

Inscriptions

L'inscription à la formation (1ère et 2ème années) se fait via le e-guichet de la Ville de Mouscron. Elle sera considérée comme valide uniquement après réception de l'ensemble des documents requis (formulaire d'inscription, fiche de santé, etc.) et du paiement intégral de la redevance, dont le montant est fixé par le règlement-redevance en vigueur.

Remboursements

Les demandes de remboursement peuvent être effectuées jusqu'au premier jour de la formation. Pour être éligible, il est impératif de transmettre un relevé d'identité bancaire au Service Jeunesse. Tous les remboursements seront effectués uniquement par virement bancaire dans le mois suivant la formation. Les annulations doivent être effectuées par écrit (par courrier adressé au Service Jeunesse ou par courriel à jeunesse@mouscron.be).
En cas d'annulation, un remboursement peut être accordé si celle-ci intervient avant le début de la semaine de formation. Cependant, des frais de dossier de 5,00 € seront appliqués.
Le demandeur peut prétendre à un remboursement complet en cas de :

- Maladie – un certificat médical devra être fourni au Service Jeunesse.
- Décès d'un membre de la famille (jusqu'au 2ème degré)– un justificatif devra être fourni au Service Jeunesse (certificat des pompes funèbres).
- Tout autre motif sera laissé à l'appréciation du Collège communal sur demande.

Article 4 – Responsabilité

Les jeunes participant à la formation ne sont sous la responsabilité de l'Administration communale que pendant les heures officielles de la formation et uniquement s'ils sont inscrits selon la procédure mentionnée ci-dessus.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 5 – Repas

Tous les repas sont prévus durant la semaine de formation. Ces repas sont compris dans le prix de l'inscription.

Article 6 - Assurances

Les jeunes sont assurés contre les accidents corporels par les soins de l'Administration communale dans les limites prévues par le contrat. La victime et ses parents ont la liberté du choix du médecin, quel que soit le médecin qui est intervenu pour les premiers soins. En cas d'accident intervenu lors de la semaine de formation, les parents reçoivent un document d'assurance qu'ils doivent retourner au Service Jeunesse dans les 24h.

Article 7 – Objets personnels

L'Administration communale décline toute responsabilité en cas de perte, de vol, ou de détérioration d'objets personnels.

Article 8 - Santé, sécurité et hygiène

En cas de maladie, il appartient en premier lieu aux responsables légaux d'apprécier si l'état de santé du jeune lui permet de fréquenter une structure collective avec les risques qui s'y rapportent (fatigue, risque de dégradation de l'état de santé, contagion...). Toutefois, le personnel formateur peut aussi se réserver le droit de refuser une personne malade. Lorsque les responsables estiment que l'état de santé du jeune ne lui permet plus de rester en activité, ils préviennent la personne mentionnée sur la fiche de santé. A cet effet, il serait indispensable que cette personne soit joignable en tout temps par téléphone. Afin qu'une médication puisse être administrée par les formateurs, les parents sont tenus de fournir une attestation du médecin traitant portant nom et prénom du jeune ainsi que la posologie du médicament. Cette règle est applicable quel que soit le traitement médical (antibiotique, homéopathique...). En cas d'accident, même bénin, survenant sur le lieu de formation, le jeune doit immédiatement en faire part à un membre du personnel encadrant. Une déclaration d'accident sera rédigée et remise au responsable légal qui dispose de 24 heures pour déclarer le sinistre auprès du Service Jeunesse. Si la situation le requiert, un formateur fait appel à un service d'urgences. Les parents seront immédiatement prévenus. Dès la prise en charge du jeune par le service des urgences ou par les parents, la responsabilité du Service Jeunesse n'est plus engagée. Toutefois, un membre du Service Jeunesse accompagnera celui-ci jusqu'à sa prise en charge par le service des urgences. Le Service Jeunesse se réserve le droit de ne pas rendre le jeune à la personne désignée pour venir le chercher s'il constate que ce dernier est sous influence d'alcool, de drogues,...
Dans ce cas, le Service Jeunesse en avisera les services compétents.
Une attention particulière est demandée quant à l'hygiène corporelle et vestimentaire.

Article 9 – Règles de vie

Les jeunes sont tenus de respecter les membres du personnel, les autres jeunes, le matériel, les locaux et les horaires. Le règlement sera signé par le participant d'au moins 18 ans ou par les parents s'il est mineur.
Tout comportement incorrect ou indiscipliné fera l'objet d'une sanction qui peut aller jusqu'à l'exclusion.
L'exclusion sera signifiée par écrit, signée et approuvée par le Service Jeunesse. Un recours est possible dans les 10 jours ouvrables qui suivent sa notification.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 10 – Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé et sécurisé par la Ville de Mouscron aux fins de l'organisation et de la gestion de l'inscription, de la formation et de la certification des candidats au brevet d'animateur de centre de vacances. Les données collectées dans ce cadre ne sont utilisées dans aucun autre but.

Les données sont communiquées au Service Jeunesse de la Ville de Mouscron chargé de la mise en œuvre de la formation. Les données d'identification et de contact sont également transmises au Service des Finances de la Ville de Mouscron pour la facturation nécessaire, ainsi qu'aux services de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'homologation des brevets. Le cas échéant, les informations peuvent faire l'objet d'une communication auprès des services de secours ainsi qu'au Services Assurances de la Ville de Mouscron.
Les données d'identification et de contact sont conservées durant le temps nécessaire à la formation et de l'obtention du brevet, soit trois ans à dater de l'inscription. Les données relatives à la santé sont supprimées dès la fin des sessions de formation en résidentiel. Les données des personnes qui ne donneraient pas suite à leur inscription seront supprimées après la première semaine de formation dispensée. Les données nécessaires à la comptabilité communale sont soumises à des délais légaux de conservation plus longs. Les données seront également anonymisées en vue de la réalisation de statistiques relatives à l'utilisation de la plateforme du e-guichet.

Le fondement au traitement des données est la nécessité au respect d'une obligation légale à laquelle est soumis le Service Jeunesse de la Ville de Mouscron en sa qualité d'organisme de formation agréé (art. 6, 1, c) du RGPD), à savoir l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27/05/2009 relatif aux formations des animateurs et des coordinateurs de centres de vacances, à l'habilitation des organismes de formation, à l'homologation des brevets, aux équivalences et à la commission d'avis relative à la formation ; pris en exécution du Décret du 17/05/1999 relatif aux centres de vacances. Le traitement de vos données relatives à la santé se base sur votre consentement explicite (art. 9, 2, a) du RGPD). La prise d'images vous concernant (photos et/ou vidéos) et la diffusion de ces images sur les médias spécifiés sont effectuées après avoir obtenu votre consentement (art. 6, 1, a) du RGPD). Les différents consentements octroyés dans le présent contexte peuvent être retirés à tout moment en contactant le Service Jeunesse de la Ville de Mouscron ; le retrait des consentements ne compromettra toutefois pas la licéité du traitement effectué avant ce retrait.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 11 – Droit à l'image

Dans le cadre de la formation, des photographies et/ou des vidéos des participants pourront être prises par un délégué du Service Jeunesse à des fins de communication et de valorisation de l'événement sur les supports officiels de la Ville de Mouscron (site internet, réseaux sociaux, publications communales, etc.).

Pour la prise d'images ciblées permettant l'identification des personnes concernées, ainsi que pour la diffusion de ces images sur les médias renseignés, le consentement préalable des personnes concernées et, pour les mineurs d'âge, de leurs représentants légaux sera sollicité au moyen d'un formulaire individuel d'autorisation.

Les images collectées seront conservées pendant une durée de 3 ans avant leur effacement et seront uniquement utilisées dans le cadre défini par le présent règlement.

Le consentement accordé pourra être retiré à tout moment en contactant le Service Jeunesse de la Ville de Mouscron ; le retrait du consentement ne compromettra toutefois pas la licéité du traitement effectué avant ce retrait. Pour toute demande relative à l'utilisation de votre image ou à l'exercice des droits prévus par le RGPD, veuillez vous reporter aux modalités prévues à l'article 10 du présent règlement.

Article 12 – Contact, dialogue

Téléphone : 056/860.310. Courriel : jeunesse@mouscron.be. Un contact rapide peut être pris tous les jours de la semaine avec l'équipe du Service Jeunesse entre 8h et 12h ou entre 13h et 17h. Pour un dialogue plus approfondi, il est préférable de prendre rendez-vous.

Article 13 – Affichage

Le présent règlement est disponible au Service Jeunesse de l'Administration communale de Mouscron.

Article 14 - Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 26 mars 2018. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

21ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE RELATIF AUX REPAS PRIS PAR LES MONITEURS DURANT LES PLAINES DE VACANCES – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif aux repas pris par les moniteurs durant les plaines de vacances présenté à cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que les moniteurs peuvent bénéficier d'un repas complet, chaque jour durant les plaines de vacances ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant de la redevance ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les repas pris par les moniteurs durant les plaines de vacances.

Article 2 - La redevance est due par le moniteur.

Article 3 – La redevance est fixée à 4,50 € par repas.

Article 4 – Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine de cents inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé entrera en application au 1er janvier de l'exercice.

Article 5 - Les montants dus seront facturés à charge du demandeur. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 6 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 7 – Réclamation
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Si les motifs invoqués dans la réclamation n'autorisent aucune interprétation du règlement-redevance, un courrier de réponse, statuant définitivement sur la réclamation sera adressé au redevable dans les 6 mois de la réception de la réclamation.
En cas d'interprétation du règlement-redevance, la réclamation sera soumise à l'appréciation du Collège communal, lequel pourra confirmer, rectifier ou annuler le montant de la redevance dans le respect des dispositions légales.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.
Article 8 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 9 – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 10 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 12 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

22ème OBJET : REGLEMENT GENERAL – REPAS PRIS PAR LES MONITEURS DURANT LES PLAINES DE VACANCES

Le Conseil communal,

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif aux repas pris par les moniteurs durant les plaines de vacances adopté par le Conseil communal le 25 juin 2018 ;

Vu le règlement redevance relatif aux repas pris par les moniteurs durant les plaines de vacances présenté en cette même séance ;

Attendu que les plaines de vacances constituent un service public essentiel pour l'accueil des enfants durant les vacances scolaires ;

Attendu que la fourniture de repas aux moniteurs participe à assurer la continuité et la qualité du service;

Attendu que l'organisation de ce service nécessite un encadrement logistique et financier clairement défini ;

Considérant l'importance d'assurer des conditions de travail adéquates aux moniteurs pour garantir une prestation de qualité au bénéfice des enfants accueillis ;

Considérant que la fixation d'un règlement spécifique permet de garantir la transparence et l'égalité de traitement des moniteurs ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E :

Article 1 - L'Administration communale propose un repas complet aux moniteurs durant les plaines de vacances, qui se déroulent chaque année durant les vacances de détente et d'été.

Article 2 - Le repas est composé d'un potage, d'un plat et d'un dessert.

Article 3 - Le moniteur qui souhaite bénéficier des repas doit en faire la demande auprès de son coordinateur, au plus tard le premier jour ouvrable de chaque semaine de plaine de vacances, avant 9h, en précisant les jours où il prendra un repas

Article 4 - Le montant de la redevance est fixé dans le règlement-redevance en vigueur.

Article 5 - Tout repas commandé sera facturé. L'annulation d'un ou plusieurs repas ne pourra être acceptée qu'en raison d'une absence du moniteur, pour raison médicale, sur base d'un certificat médical.

Article 6 - Les réservations de repas seront gérées et comptabilisées par chaque coordinateur.

Article 7 - En cas de déplacement/excursion à l'extérieur, le repas complet pourra être remplacé par un pique-nique, sans possibilité de compensation financière ou de remboursement.

Article 8 - Protection de la vie privée
La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
Les informations collectées sont traitées exclusivement en vue de la gestion des repas proposés aux moniteurs des plaines de vacances durant les périodes concernées, et ce en fonction des dispositions énoncées dans le présent règlement. Les données sont communiquées au Service Jeunesse de la Ville de Mouscron pour la bonne organisation du service offert, ainsi qu'au Service des Finances de la Ville de Mouscron pour la facturation correspondante.
Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD). Ces données ne sont pas conservées au-delà de l'année scolaire en cours; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.
Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 9 - Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 25 juin 2018. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

23ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE RELATIVE AUX ACTIVITES SCOLAIRES ORGANISEES PAR LES ECOLES COMMUNALES DE L'ENTITE, Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que les écoles communales organisent, dans le courant de l'année scolaire, diverses activités pour les élèves inscrits dans ces écoles (classes de dépaysement, excursions, spectacles, ...) ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer la redevance à réclamer aux personnes responsables des élèves bénéficiant de ces services ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A **** ;

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance sur les activités scolaires organisées pour les élèves inscrits dans les écoles communales.

Article 2 : La redevance est fixée au coût réel de l'activité.

Article 3 : Prise en charge :

3.1 : Pour le fondamental :

Le paiement de la redevance s'opérera sur la plateforme de gestion extrascolaire CREOS via un portefeuille numérique que la ou les personne(s) responsable(s) de l'enfant devra/devront alimenter préalablement.

La Ville prend en charge les frais liés à l'organisation des activités scolaires et facturera :

- à l'Asbl concernée la quote-part qu'elle prendra (éventuellement) à sa charge, suite à la perception de recettes provenant d'activités organisées par l'école (par exemple une vente de biscuits,...), visant ainsi à réduire le coût de l'activité scolaire de l'enfant.
- A l'institution concernée le montant dû pour les enfants dépendant de services d'aide et/ou de protection, en fonction du degré d'intervention de ladite institution. Le solde sera refacturé aux parents.

3.2 : Pour le secondaire :

- Concernant les classes de dépaysement, une facture d'acompte sera envoyée à la personne responsable de l'enfant, en début d'année scolaire, sur base d'une estimation du coût de l'activité. Le solde sera facturé après l'activité.
- Concernant l'excursion de fin d'année, une facture d'acompte sera envoyée préalablement au voyage. Le solde sera facturé lorsque le montant exact de l'activité sera connu.

La facture sera payable au plus tard à l'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 6 - Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 7 – Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que l'absence de décision puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 8 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 9 – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 10 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 11 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

24ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – ANIMATIONS ORGANISÉES PAR LE SERVICE DES ARCHIVES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que les missions principales du service des Archives sont la conservation, la communication et la valorisation des archives ;

Attendu que ce service organise des animations à l'attention d'un public non professionnel ;

Considérant que les animations disponibles touchent à la visite du service des Archives ainsi qu'à la valorisation des documents qui y sont conservés ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer une redevance aux prestations d'animation ;

Considérant que l'octroi d'une exonération permettra aux enfants scolarisés dans l'entité de Mouscron, Luingne, Herseaux et Dottignies d'accéder à des animations en lien avec leur patrimoine historique ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 17 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les animations dispensées par le service des Archives de l'Administration communale de Mouscron.

Art. 2. - La redevance est due par la structure demandeuse.

Art. 3. - La redevance est fixée par animation (visite + atelier) suivant le tableau repris ci-dessous :

Public	Redevance par personne
Elèves des écoles de l'entité de Mouscron, Luingne, Herseaux et Dottignies	Gratuit
Elèves des écoles **hors** entité de Mouscron, Luingne, Herseaux et Dottignies	1€

Art. 4. - Les sommes dues seront facturées à charge du demandeur. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 5. - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats, etc.) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 6. - Réclamation

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 7. - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 8. - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 9. - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 10. - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 11. - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

25ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – TARIF HORAIRE RELATIF AUX TRANSPORTS DES ENFANTS VERS L'ASBL LA GRANDE OURSE (site du P'tit Plus) – EXERCICES 2026 à 2031 INCLUS.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que l'Administration met à disposition un véhicule avec chauffeur en vue du transport de d'enfants de l'accueil extrascolaire vers l'asbl La Grande Ourse (site du P'tit Plus) ;

Considérant que ce transport s'effectue sur Mouscron ;

Considérant qu'il convient de définir un tarif horaire ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur le tarif horaire pour le transport d'enfants vers l'asbl La Grande Ourse (site du P'tit Plus).

Article 2 - La redevance est due par l'asbl La Grande Ourse.

Article 3 - La redevance est fixée à 9€ de l'heure.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice.

Article 4 - Le montant dû sera facturé à charge de l'asbl La Grande Ourse; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 5 – Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 6 – Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 8 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

26ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE SUR LE TRANSPORT ET L'ENTREE DES ELEVES DES ECOLES COMMUNALES A LA PISCINE – Exercices 2026 à 2031 inclus.**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif au transport des élèves des écoles communales vers la piscine présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que l'Administration communale organise le transport des élèves des écoles communales de l'entité vers la piscine ;

Considérant que ce transport engendre un coût pour la commune ;

Considérant que ce coût diffère en fonction de la distance qui sépare l'école de la piscine ;

Vu l'attribution du marché relatif aux transports en bus pour les écoles communales, l'école des sports et l'ICET validée par le Collège communal en séance du 30 juin 2025-;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur le transport et l'entrée des élèves des écoles communales à la piscine de Mouscron, située Rue du Père Damien 2.

Article 2 - La redevance est due par la ou les personne(s) responsable(s) de l'enfant.

Article 3 – La redevance est fixée comme suit :

- Pour les élèves du Centre Educatif Européen : 3,50 € pour les élèves de 1e et 2e primaires (entrée + bus)
- Pour les élèves du Centre Educatif Européen : 1,50 € pour les élèves de 3, 4, 5 et 6e primaires (entrée uniquement)
- Pour les élèves de l'Ecole communale de Dottignies : 5,60 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'Ecole communale de Luingne : 4,80 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'Ecole Pierre de Coubertin : 3,80 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'Ecole Raymond Devos : 4,20 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'Ecole Saint-Exupéry : 3,60 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'ICET : 5,30 € (entrée + bus)
- Pour les élèves de l'ICET transition sportive : 3,50 € (bus)

Article 4 –

4.1 : Pour le fondamental :

Le paiement de la redevance s'opérera sur la plateforme de gestion extrascolaire CREOS via un portefeuille numérique que la ou les personne(s) responsable(s) de l'enfant devra/devront alimenter préalablement.

4.2 : Pour le secondaire :

Les montants dus seront facturés :

- A la ou les personne(s) responsable(s) de l'enfant ;

De plus, pour les enfants dépendant de services d'aide et/ou protection, le montant dû fera l'objet d'une facture à l'institution en fonction du degré d'intervention de ladite institution. Le solde sera refacturé aux parents.

La facture sera payable au plus tard à l'échéance mentionnée sur celle-ci.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 5 – Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 6 – Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;

L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 7 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 8 – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.
Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :
La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

27ème OBJET : **REGLEMENT GENERAL RELATIF AU TRANSPORT ET A L'ENTREE DES ELEVES DES ECOLES COMMUNALES A LA PISCINE**

Le Conseil communal

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Vu le règlement redevance relatif au transport et l'entrée des élèves des écoles communales à la piscine présenté en cette même séance ;
Vu le règlement général relatif au transport et à l'entrée des élèves des écoles communales à la piscine adopté par le Conseil communal le 28 septembre 2020 ;
Attendu qu'il est essentiel de gérer les prestations relatives aux entrées à la piscine « Les Dauphins » ainsi qu'au transport en bus des élèves de nos écoles communales vers ce site dans un règlement clair et structuré ;
Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

DECIDE :

Article 1 : L'Administration communale organise le transport des élèves des écoles communales de l'entité vers la piscine, située Rue du Père Damien 2 à Mouscron.

Article 2 : Le montant de la redevance (qui comprend l'entrée à la piscine ainsi que le transport vers la piscine pour certaines écoles) est fixé dans le règlement-redevance en vigueur. Le coût diffère en fonction de la distance qui sépare l'école de la piscine.

Article 3 :

3.1 : Pour le fondamental :

Le paiement de la redevance s'opérera sur la plateforme de gestion extrascolaire CREOS via un portefeuille numérique que la ou les personne(s) responsable(s) de l'enfant devra/devront alimenter préalablement.

Lorsque le solde du portefeuille sera inférieur au seuil d'avertissement de 15,00 €, un rappel automatique sera envoyé au responsable de l'enfant afin de recréditer son portefeuille.

A défaut de réapprovisionnement du portefeuille et de manière exceptionnelle, les commandes impayées seront alors facturées.

3.2 : Pour le secondaire :

Les montants dus seront facturés :

- A la ou les personne(s) responsable(s) de l'enfant ;

De plus, pour les enfants dépendant de services d'aide et/ou protection, le montant dû fera l'objet d'une facture à l'institution en fonction du degré d'intervention de ladite institution. Le solde sera refacturé aux parents.

La facture sera payable au plus tard à l'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 4 - Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations personnelles sont traitées aux fins de la gestion liée à la tarification des transports et des entrées à la piscine de nos écoles communales, et ce en fonction des dispositions énoncées dans le présent règlement. Les données sont communiquées aux différents départements suivants de la Ville de Mouscron : le Service de l'Instruction publique, le Service des Finances, et, s'il échet, le Service des Assurances. En cas d'incident, les données peuvent également être transmises aux services de police ou de secours.

Le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD). Les données sont conservées durant toute l'année scolaire en cours au terme de laquelle elles sont effacées ; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 5 : Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 28 septembre 2020. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

28ème OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – TARIF KILOMETRIQUE RELATIF AUX TRANSPORTS POUR LES MOUVEMENTS DE JEUNESSE – EXERCICES 2026 à 2031 INCLUS.

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir le secteur de la jeunesse mouscronnoise ;

Considérant que l'Administration met à disposition une camionnette avec chauffeur en vue du transport des bagages et du matériel pour les camps des organisations de mouvements de jeunesse mouscronnoises ;

Attendu que ce transport s'effectue en Belgique ;

Considérant qu'il convient de définir le tarif au kilomètre parcouru ;

Considérant qu'un tarif dégressif au kilomètre sera appliqué selon la distance parcourue afin de limiter l'impact financier sur les mouvements de jeunesse ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur le tarif kilométrique pour les mouvements de jeunesse de Mouscron.

Article 2 - La redevance est due par tout mouvement qui introduit la demande.
Article 3 - La redevance est fixée comme suit :

- 0,60 € le kilomètre pour une distance comprise entre 0 à 200km,
- 0,45€ le kilomètre pour une distance comprise entre 201 à 400km,
- 0,30€ le kilomètre au-delà de 400km.

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Article 4 - Le montant dû sera facturé à charge du preneur après la location ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 5 – Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 6 – Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 8 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

29 ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – DERATISATIONS – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil et le Code judiciaire et le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif aux dératisations présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que chacun doit veiller à éradiquer la prolifération des rats et qu'il y a lieu de lutter activement contre la présence de rats sur le territoire de la commune ;

Considérant qu'un service de dératisation est organisé par l'Administration communale ;

Considérant que les dératiseurs sont formés à l'exercice de cette tâche ;

Considérant qu'il convient de définir le montant de la redevance ;

Considérant qu'il y a lieu de préciser que les bâtiments communaux, du CPAS et les bâtiments occupés par des mouvements de Jeunes font l'objet d'une exonération ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les dératisations.

Article 2 – La redevance est due par la personne qui en fait la demande.

Article 3 – La redevance est fixée à 15 € par dératisation.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice.

Article 4 – Seront exonérées de la redevance les interventions sur les bâtiments ou propriétés communales ou du CPAS ainsi que les voies publiques et assimilées (fossés, ruisseaux de classe 3, bassins d'orage, potagers urbains, et autres) et locaux de mouvements de Jeunes.

Article 5 – La redevance est perçue par facturation ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 6 – Protection de la vie privée :

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 7 – Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;

L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 8 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 9 – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 10 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 12 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

30ème **OBJET : REGLEMENT GENERAL RELATIF AUX DERATISATIONS**

Le Conseil communal,

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif aux dératisations adopté par le Conseil communal le 11 décembre 2023 ;

Vu le règlement redevance relatif aux dératisations présenté en cette même séance ;

Considérant que cette prestation contribue à la salubrité publique mais n'a pas pour vocation de se substituer au travail effectué par des sociétés privées spécialisées ;

Considérant que pour cela, il y a lieu de fixer les conditions générales de réservation à respecter ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 – Objet

Le présent règlement a pour objet de fixer les conditions générales relatives aux dératisations effectuées par les services communaux sur le territoire de Mouscron, Luingne, Herseaux et Dottignies.

Article 2 – Redevables

Le présent règlement fixe la procédure de dératisation pour les particuliers uniquement ainsi que la procédure de dératisation des voies publiques et assimilées (fossés, ruisseaux de classe 3, bassins d'orage potagers urbains et autres), des bâtiments communaux, SLM, CPAS.

Sont exclus : les industries, les commerces, l'HORECA, les fermes, les associations – Tout établissement dont l'activité est source de nourriture pour les rats ou nécessite une attestation pour un organisme de contrôle (AFSCA, ONE,…).

Sont exonérés : les Mouvements de Jeunes.

Néanmoins, en cas de défaillance de ces établissements, la commune prendra toute mesure qu'elle jugera utile, aux frais du défaillant, afin de garantir la santé publique sur son territoire.

Article 3 – Tarification

Le tarif (indexé annuellement) est inclus dans le règlement-redevance en vigueur et comprend le coût de la prestation ainsi que le coût moyen du matériel utilisé.

Article 4 – Réservation

Toute demande de réservation devra être effectuée auprès du Service de travaux par téléphone au 056/860.150. Le demandeur devra fournir son nom et prénom, son numéro NIS, son adresse, son numéro de téléphone et détailler le problème rencontré.

Un rendez-vous sera proposé sous 3 à 4 jours ouvrables en fonction des disponibilités.
Toute intervention doit faire l'objet d'un accord préalable du propriétaire du bâtiment.
Une réservation ne peut être établie pour le compte d'un tiers.
A défaut, les services communaux ne pourront intervenir.
Les jours d'intervention sont planifiés les mardis et vendredis.

Article 5 – Rôle du dératiseur

Le dératiseur procèdera à l'une ou l'autre des actions suivantes, en fonction de la situation qu'il aura constatée sur place :

- Investigation, prospection et dépistage ;

- Mise en place d'un ou plusieurs pièges à rats ;

- Application de produits raticides.

La dératisation est effectuée exclusivement à l'aide des produits fournis ou pièges par l'Administration communale. Tout autre moyen d'élimination est strictement interdit.
Les produits ne sont pas mis à disposition des particuliers. La pose doit être effectuée par un professionnel.
Le dératiseur ne réalise pas de désinsectisation : les produits étant trop dangereux.

Article 6 – Interventions

6.1 Chez un particulier

L'intervention chez un particulier se déroule de la manière suivante :

1. Respect de l'heure de rendez-vous. En cas d'absence du demandeur, le dératiseur le contacte par téléphone. Sans réponse, le dératiseur patientera 15 minutes. Il déposera ensuite un avis de passage. Le service procédera à la facturation selon le tarif prévu dans le règlement redevance.
2. Examen de la situation et localisation des animaux.
3. En extérieur : Utilisation de boîtes avec un maximum de 4 appâts par boîte.
4. En intérieur : Utilisation d'une boite par pièce en fonction des traces.
5. Si aucune trace n'est constatée : pose éventuelle à la demande du particulier.

6.2 Le long des fossés/ruisseaux communaux

La dératisation des fossés et cours d'eau est exécutée 2x/an à proximité des fermes (pas dans les fermes) ou habitations et aux abords des ouvrages. La méthode consiste à placer des tubes PVC avec 2 blocs rouges 100 gr fixés avec des crochets à bâche (avec étiquette) accompagnés d'un bâton fluoté pour le repérage. Les tubes sont placés tous les 100 m.

6.3 Bâtiments publics et propriétés communales

La dératisation des propriétés, bâtiments et biens publics se déroule de juillet à août SAUF demande spécifique.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

6.4 Aux abords de bassins d'orage

La dératisation des bassins d'orage dont la gestion est communale s'effectue 2x/an à l'aide de tubes.

6.5 Bâtiments occupés par les mouvements de jeunesse

Article 7 – Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations à caractère personnel recueillies font l'objet d'un traitement informatique sécurisé destiné uniquement à la gestion et au suivi des demandes de dératisation sollicitées par les personnes concernées. Les données sont communiquées aux différents départements suivants de la Ville de Mouscron : la Cellule Environnement, les services techniques (Ateliers communaux), ainsi que le Service des Finances pour la facturation correspondante. La base légale au traitement des données personnelles est la nécessité à l'exécution contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD) ; la non-fourniture des données demandées peut être un empêchement à la prestation du service souhaité. Les données sont conservées au maximum un an avant d'être effacées ; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 8 – Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 11 décembre 2023. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN	BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE
M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC	ÉCHEVINS ;
~~MME VALCKE KATHY~~	~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;
M. LECLERCQ VICTOR	PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;
M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ;	CONSEILLERS COMMUNAUX ;
MME BLANCKE NATHALIE	DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

31ème OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – RÉFECTION DES TROTTOIRS – EXERCICES 2026 A 2031 INCLUS

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif aux réfections des trottoirs présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que l'Administration communale, et plus particulièrement le Service voirie, intervient à la demande des riverains mais aussi des usagers, des agents de quartier ou des autres services qui observent et signalent des dégradations ;

Considérant qu'il s'agit de maintenir des trottoirs en bon état et garantir des continuités piétonnes et PMR sécurisantes ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant de la redevance ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E :

Article 1er. - - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les réfections des trottoirs.

Art. 2 - La redevance est due par le riverain qui en fait la demande.

Art. 3 – Le montant de la redevance est calculé en fonction des frais réellement engagés, avec toutefois un minimum de :

- 87,00 € par m² de dalle
- 90,00 € par mètre de bordure

La redevance est calculée au prorata des m² ou mètre courant.

Exonération :

- S'il s'agit d'une réparation d'un trottoir dégradé/abîmé ou s'il s'agit de réparer une entrée carrossable, en vue de garantir la continuité piétonne et/ou PMR et un accès sécurisant, la Ville réalise les réparations gratuitement.
- La redevance est calculée sur une largeur maximale de trottoir de 1,50 m ; les largeurs supplémentaires sont prises en charge par la Ville.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Art. 4 – La redevance est perçue par facturation ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 5 – Protection de la vie privée :

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatif aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelle et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 6 – Réclamation : Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 7 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 8 – A défaut de paiement du redevable à la suite de la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 9 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 11 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement Wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

32ème OBJET : RÈGLEMENT GÉNÉRAL RELATIF AUX REFECTIONS DES TROTTOIRS

Le Conseil communal,

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif aux réfections des trottoirs adopté par le Conseil communal le 25 juin 2018 ;

Vu le règlement redevance relatif aux réfections des trottoirs présenté en cette même séance ;

Attendu que l'Administration communale, et plus particulièrement le Service voirie, intervient à la demande des riverains mais aussi des usagers, des agents de quartier ou des autres services qui observent et signalent des dégradations ;

Considérant qu'il s'agit de maintenir des trottoirs en bon état et garantir des continuités piétonnes et PMR sécurisantes ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les conditions générales de fonctionnement à respecter ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er. - L'Administration communale, et plus particulièrement le Service voirie, intervient à la demande des riverains mais aussi des usagers, des agents de quartier ou des autres services qui observent et signalent des dégradations au niveau des trottoirs.

Art. 2. - Les réparations effectuées par l'Administration communale sont :

- Des réparations de dégradations, enfoncements, dalles cassées ou descellées,
- Des réparations d'entrée carrossable,
- Des créations d'entrée carrossable, par des abaissements de bordures et renforcements de trottoirs.

Art. 3. - Le montant de la redevance est fixé dans le règlement-redevance en vigueur.

Art. 4. - La redevance sera calculée sur une largeur maximale de trottoir de 1,50 m ; les largeurs supplémentaires sont prises en charge par la Ville.

Art. 5. - La Ville réalisera les travaux gratuitement s'il s'agit de réparations de trottoirs abîmés/dégradés ou s'il s'agit de réparer une entrée carrossable, en vue de garantir la continuité piétonne et/ou PMR et un accès sécurisant.

Art. 6. - La Ville n'interviendra pas s'il s'agit de réaliser un nouveau trottoir, dans un nouveau lotissement ou pour une nouvelle construction.

Art. 7. - La demande de réparation sera introduite auprès du Service de la Division technique, rue du Plavitout, 172 à 7700 Mouscron soit par téléphone au 056/86.05.00, soit sur place. Le demandeur communiquera toutes les informations nécessaires à l'enregistrement de la demande d'intervention qui sera enregistrée dans le logiciel spécifique à la gestion des travaux. En cas de demande entraînant l'application d'une redevance, un devis sera réalisé et envoyé chez le demandeur. Celui-ci marquera son accord en renvoyant le coupon réponse annexé au devis dûment complété et signé.

Art. 8. - Les demandes seront traitées dans l'ordre chronologique ; une demande pourra néanmoins être traitée en priorité si les réparations à réaliser sont urgentes en vue de garantir la sécurité des usagers.

Art. 9. - Les travaux seront réalisés dans les limites des crédits budgétaires dégagés chaque année pour ce type d'intervention.

Art. 10. – Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations recueillies lors de la demande d'intervention sont enregistrées par la Ville de Mouscron dans un fichier informatique sécurisé pour la gestion et la réalisation des travaux nécessaires. Les données ainsi collectées ne sont utilisées dans aucun autre but.

Les données sont communiquées uniquement aux services suivants de la Ville de Mouscron : le Service Accueil de la Division Technique 2 aux fins de gestion des demandes et de leurs suivis, le Service Voirie chargé de l'exécution des travaux, le Service des Finances en cas de facturation des travaux.

Les données sont conservées quatre années à partir de leur collecte avant d'être définitivement effacées. Les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Pour les demandes d'intervention sollicitées par les personnes concernées et soumises au paiement de la redevance prévue, le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution (pré-) contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD). Pour les autres interventions, le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont est investie la Ville de Mouscron (art. 6, 1, e) du RGPD), et ce notamment sur base des législations en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de développement territorial, de sécurité publique et d'administration du domaine public.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Art. 11. – Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 25 juin 2018. Il sera publié tel que prévu aux articles l1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

- VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

33ème OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – DÉCHETS VERTS – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif au ramassage des déchets verts présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que l'usure du matériel ainsi que les prestations effectuées par les agents communaux de la Ville de Mouscron dans le cadre du service de ramassage des déchets verts ont un coût ;

Considérant qu'il convient de définir les modalités de ramassage ainsi que le montant de la redevance ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur le ramassage des déchets verts à domicile.

Art. 2 - La redevance est due par la personne qui en fait la demande.

Art. 3 - La redevance est fixée à 60 € par ramassage.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Le montant ainsi obtenu sera automatiquement arrondi à la dizaine de cent supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à la dizaine de cent inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, le taux indexé sera applicable au 1er janvier de l'exercice.

Art. 4 - La redevance est perçue par facturation ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 5 - Protection de la vie privée :

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatif aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelle et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 6 - Réclamation : Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 8 - A défaut de paiement du redevable à la suite de la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

34ème OBJET : **RÈGLEMENT GÉNÉRAL RELATIF AU RAMASSAGE DES DÉCHETS VERTS**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le règlement général relatif au ramassage des déchets verts adopté par le Conseil communal le 28 août 2017 ;

Vu le règlement redevance relatif au ramassage des déchets verts présenté en cette même séance ;

Attendu que l'Administration communale, et plus particulièrement le Service voirie, organise un service de ramassage des déchets verts à domicile ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les conditions générales de fonctionnement à respecter ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. - L'Administration communale, et plus particulièrement le Service voirie, organise un service de ramassage des déchets verts à domicile.

Art. 2. - Par déchets verts, il y a lieu d'entendre les déchets végétaux provenant de l'entretien des jardins et notamment les tontes de pelouse, les branchages et les feuilles. Les souches ne sont pas ramassées.

Art. 3. – Par domicile, il y a lieu d'entendre toute propriété privée sur le territoire de Mouscron (Mouscron, Luingne, Herseaux, Dottignies). Les déchets ne peuvent, en aucun cas, provenir d'une activité professionnelle.

Art. 4. - Le montant de la redevance est fixé dans le règlement-redevance en vigueur.

Art. 5. - La demande de ramassage doit être introduite auprès du Service de la Division technique, rue du Plavitout, 172 à 7700 Mouscron soit par téléphone au 056/86.05.00, soit sur place. Le demandeur

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

communiquera toutes les informations nécessaires à l'enregistrement de la demande d'intervention qui sera enregistrée dans le logiciel spécifique à la gestion des travaux.

Art. 6. - La demande doit intervenir au minimum 15 jours avant la date de collecte fixée d'un commun accord avec l'agent traitant, du lundi au vendredi de 8h00 à 11h45 et de 13h00 à 15h45.

Art. 7. - Les quantités autorisées par ménage sont limitées à 2 conteneurs par ramassage, à concurrence de 2 ramassages par ménage et par an.

Art. 8. – Le jour du ramassage, les déchets doivent être rassemblés et déposés en bordure de propriété. Ils doivent être accessibles de la voie publique pour un camion équipé d'un grappin. Ils ne peuvent en aucun cas gêner la circulation sur la route ou sur les trottoirs. Les ouvriers communaux doivent pouvoir y accéder sans difficulté. En cas de stockage sur la voie publique, une demande d'occupation de voirie doit être exécutée par le demandeur auprès du service ODP -GDV, rue de Courtrai, 63 à 7700 Mouscron 056/860237, gdv@mouscron.be.

Art. 9. – Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations recueillies lors de la demande d'intervention sont enregistrées par la Ville de Mouscron dans un fichier informatique sécurisé en vue de la gestion du ramassage des déchets verts, comme décrit dans le présent règlement. Les données ainsi collectées ne sont utilisées dans aucun autre but.

Les données sont communiquées uniquement aux services suivants de la Ville de Mouscron : le Service Accueil de la Division Technique 2 aux fins de gestion des demandes et du suivi nécessaire, le Service Voirie pour l'exécution de l'intervention, le Service des Finances pour la facturation des prestations et son suivi.

Les données sont conservées quatre années à partir de la collecte avant d'être définitivement effacées. Les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

La base du traitement des données est la nécessité à l'exécution (pré-)contractuelle entre les parties (art. 6, 1, b) du RGPD. Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Art. 10. – Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 28 août 2017. Il sera publié tel que prévu aux articles l1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

35 ème **OBJET : RÈGLEMENT REDEVANCE SUR L'ENLEVEMENT DES DÉPÔTS SAUVAGES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire, le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et le Code de L'Environnement ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le Règlement Général de Police, ainsi que le Règlement de Police relatif aux abandons de déchets du 25 mars 2024 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de ses missions ;

Considérant qu'il convient de responsabiliser les producteurs de déchets dont la négligence ou la malveillance oblige la commune à augmenter constamment ses moyens humains et matériels dans le cadre du service extraordinaire de ramassage de déchets ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

DECIDE :

Article 1 - Il est établi pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les prestations fournies par le personnel de la commune à l'occasion de l'enlèvement, du traitement et de la mise en décharge des déchets ménagers et assimilés effectués dans le cadre du service extraordinaire de ramassage de déchets.

Est visé l'enlèvement des déchets organiques ou non résultant du fait d'une personne, d'une chose ou d'un animal, déposés en des lieux non autorisés en vertu de dispositions légales ou réglementaires prévues dans le Règlement Général de Police ou dans le règlement de police relatif aux abandons de déchets du 25 mars 2024.

Article 2 - Il y a lieu d'entendre par « service extraordinaire », le service de ramassage de déchets ménagers et assimilés, organisé par la commune en complément et à titre supplétif du « service ordinaire » de ramassage visant l'ensemble des prestations effectuées dans le cadre des collectes organisées par la commune.

Article 3 - Le redevable est le producteur des déchets enlevés.

Est présumé producteur des déchets la personne physique dont l'identité peut être déterminée par les agents constatateurs communaux au moyen des renseignements trouvés par ceux-ci, parmi les déchets enlevés (destinataire d'une lettre ou d'un prospectus, titulaire d'une formule de virement, ...).

Est également présumé producteur des déchets la personne physique ou morale dont il peut être établi qu'elle s'est débarrassée de déchets de manière telle que ceux-ci n'auraient pu être enlevés à l'occasion de l'exécution des collectes organisées dans le cadre du service ordinaire de ramassage.

Article 4 - La redevance est due au moment où le dépôt est constaté par l'agent habilité pour ce faire (agent constatateur communal, agent constatateur régional, agent de police locale ou fédérale, ...)

Le procès-verbal est rédigé et transmis au Procureur du Roi et/ou au Fonctionnaire sanctionnateur compétent (communal, provincial ou régional) qui poursuit conformément à la Partie VIII « *Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement* » du Livre 1er du Code de l'environnement du 27 mai 2004.

Article 5 – Le montant de la redevance est fixé en fonction des frais réels engagés, sur production d'un document justificatif, avec toutefois les minima suivants :

- 122,00 € l'acte, pour le nettoyage et/ou l'enlèvement de petits déchets tels que bouteilles, boîtes de conserve, emballages divers, papiers, contenu de cendriers, etc. ;
- 153,00 € l'acte, pour le nettoyage et/ou l'enlèvement qui résulte de salissures par une personne et/ou l'animal qu'elle a sous sa garde tel que déjection canine, vomissure, urination, etc. ;
- 183,00 € par sac conforme, pour le nettoyage et/ou l'enlèvement, suite au dépôt, en dehors des périodes et endroits autorisés, de sacs ou récipients contenant des déchets provenant de l'activité normale et habituelle des ménages et des déchets industriels et commerciaux assimilés à des déchets ménagers.
- 183,00 € pour le nettoyage et/ou l'enlèvement de déchets non autorisés qui sont déposés dans les poubelles publiques ;
- 366,00 € jusqu'au 1er m³ et 244,00 € par m³ supplémentaire entamé pour le nettoyage et/ou l'enlèvement, suite à l'abandon de sacs non-conformes, récipients, objets ou déchets non destinés à la collecte ordinaire ou aux Points d'Apport Volontaire, compte non tenu des frais exceptionnels supplémentaires qui pourraient être engendrés eu égard à la nature ou à la quantité des déchets.
- 150,00 € l'acte, pour le nettoyage et/ou l'enlèvement de graisses, huiles de vidange, béton, mortier, produits toxiques divers, etc. déposés dans les avaloirs ou sur la voie publique.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Les taux prévus par le présent règlement seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents et à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Article 6 - Les sommes dues seront facturées ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 7 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron ou à l'exercice des droits précités, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 8 - Réclamation

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 9 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coutant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 10 – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 11 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 12 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 13 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

36ème OBJET : REGLEMENT REDEVANCE RELATIVE AUX FRAIS D'ENLÈVEMENT ET DE CONSERVATION DES BIENS TROUVÉS SUR LA VOIE PUBLIQUE EN EXÉCUTION DE JUGEMENTS D'EXPULSION – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu les articles 3.58 et 3.59 du Code civil relatifs aux choses corporelles trouvées: obligations et acquisition originaire de la propriété ;

Vu l'article 3.59 §1ier du Code civil qui stipule que : « La chose trouvée continue d'appartenir à son propriétaire originaire. Le propriétaire peut récupérer la chose ou son produit de vente dans les mains du trouveur ou de la commune. Il est tenu d'indemniser les frais raisonnables de conservation, de garde et de recherche. Le trouveur ou la commune a un droit de rétention tant que cette obligation n'a pas été respectée. (...) » ;

Vu l'article 6.5 du Code Civil, relatif à la responsabilité pour faute, fondant le droit de la commune à obtenir la réparation du préjudice subi, dont le remboursement des frais d'enlèvement des biens ;

Attendu que dans le cadre d'une expulsion judiciaire, l'expulsé est tenu de libérer les lieux et d'évacuer ses effets personnels et qu'à défaut d'avoir adopté un tel comportement, comme l'aurait fait une personne raisonnable et prudente, une faute peut être avancée générant un préjudice dont la réparation est le remboursement des frais d'enlèvement ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 135, § 2, 1° de la nouvelle loi communale, la commune est tenue de procéder à l'enlèvement des biens trouvés sur la voie publique, notamment à la suite d'une expulsion ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant qu'en vertu de l'article 3.58 §1ier du Code civil, la commune est tenue de conserver les biens enlevés pour des raisons de sécurité ou de commodité de passage, notamment ceux mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion ;

Considérant que la commune reste chargée de la conservation et la garde des biens trouvés aussi longtemps que le propriétaire ne les récupère pas ou ne s'est pas fait connaitre, et ce pour une durée de 5 ans à compter de la mention dans le registre de la commune des objets trouvés ;

Considérant que, passé un délai de 6 mois à dater de l'enlèvement, la commune peut disposer des meubles de bonne foi et d'une manière économiquement justifiée ;

- Lorsque les biens ont encore une valeur vénale, la commune peut procéder à leur vente mais le produit de la vente devra être restitué (jusqu'à l'expiration du délai de 5 ans) ;
- Si les biens n'ont plus de valeur vénale, ceux-ci pourront être donnés ou jetés (mis en décharge) ;

Attendu qu'il convient de répercuter sur le bénéficiaire le coût du service assumé par la Ville ainsi que les frais liés à la conservation de biens de valeur (ex. assurances) ou d'une valeur difficilement estimable (ex. estimation par un expert) ;

Attendu qu'afin d'encourager les personnes expulsées à récupérer leurs biens le plus rapidement possible, il est proposé d'exonérer de la redevance pour l'entreposage les bénéficiaires qui viendraient récupérer l'intégralité de leurs biens dans les nonante jours calendrier suivant la date d'expulsion ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er. – Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance relative aux frais d'enlèvement et de conservation des biens trouvés sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion.

Art. 2. – La redevance est due solidairement par toute(s) personne(s) physique(s) ou morale (s) qui est/sont propriétaire(s) et/ou détenteur(s) des biens trouvés ou solidairement par ses ayants-droits.

Lorsque les biens conservés sont de la propriété de plusieurs personnes ou de plusieurs ayants droits, ces propriétaires et/ou ayants droit sont tenus solidairement et indivisiblement au paiement des redevances.

Art. 3. – La redevance est fixée comme suit :

Pour l'enlèvement :

- Tonnage de déchets (à prix coûtant, au prorata de la quantité de déchets)
- Forfait de 91,56€ par camion
- 25,70€ par heure prestée et ce par ouvrier communal

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Pour l'entreposage :

- Gratuité octroyée pour les 90 premiers jours calendrier pour les personnes qui viendront récupérer l'intégralité de leurs biens dans les nonante jours calendrier calculés à partir du premier jour suivant l'expulsion.
- A partir du 91e jour, 2€ par jour de conservation, par boxe.

Art. 4. – Les montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition

Art. 5. – Les sommes dues seront facturées à charge du redevable. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci. Elle devra être acquittée préalablement à la reprise des biens mobiliers, exception faite des biens insaisissables visés à l'article 1408, par. 1er du Code judiciaire (le coucher nécessaire, vêtements et linge indispensable ainsi que les meubles nécessaires pour les ranger, machine à laver et fer à repasser, tables et chaises, vaisselle, ...).

Art. 6. – Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 7. – Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 8. – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 9. – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 10. – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 11. – Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 12. – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

37ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE – VIDANGE DE CONTENEURS DE 1100 L MIS A DISPOSITION PAR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que la Ville de Mouscron met à disposition de collectivités (écoles, associations ou encore administrations publiques) des conteneurs de 1100 L et fait procéder, hebdomadairement, à la vidange de ceux-ci ;

Considérant le marché passé en date du 7 juillet 2025 avec la société ECOLYS pour une durée de 3 ans renouvelable afin d'effectuer la collecte des immondices et la vidanges des conteneurs 1100 L ;

Attendu que les prestations de mise à disposition et vidange des conteneurs effectuées par le sous-traitant de la Ville de Mouscron dans le cadre du service de ramassage de déchets sont estimées à 28,00 €, en ce compris la mise à disposition, la vidange , la collecte, le transfert et le traitement compris dans la cotisation Ipalle ;

Considérant qu'il convient de responsabiliser les collectivités et les producteurs de déchets ;

Considérant qu'il convient de fixer le montant de la redevance ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

A des voix ;

DECIDE :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la vidange de conteneurs 1100 L mis à disposition par la Ville de Mouscron pour la collecte de papier et carton aux collectivités sur le territoire de la commune (Mouscron, Luingne, Herseaux et Dottignies).

Article 2 – La redevance est due par la collectivité qui en fait la demande par écrit.

Article 3 – La redevance est fixée à 28,00 € par vidange.

Ce montant sera automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Article 4 – La redevance est perçue par facturation trimestrielle ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 5 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 6 - Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;

L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 8 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

38ème **OBJET : REGELEMENT REDEVANCE SUR LES EXHUMATIONS – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le décret du 11 avril 2024 modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation relatif aux funérailles et sépultures ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu le projet de Règlement communiqué à la Directrice financière en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les exhumations de confort.

Art. 2 - La redevance est due par le demandeur et est fixée à 382,00 € par exhumation d'un corps et à 647,00 € par exhumation d'une urne cinéraire.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 3 - Les taux prévus par le présent règlement seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cent supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Art. 4 - La redevance est perçue par facturation ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 5 - Protection de la vie privée :

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatif aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelle et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 6 - Réclamation : Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 8 - A défaut de paiement du redevable à la suite de la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

39ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – CONCESSIONS ET SÉPULTURES DANS LES CIMETIÈRES COMMUNAUX, OUVERTURES, FERMETURES ET VENTE DE CAVEAUX – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif aux funérailles et sépultures présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant de la redevance ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D E C I D E :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les concessions dans les cimetières communaux, ainsi que sur les ouvertures, fermetures et vente de caveaux.

Art. 2 – La redevance est due par le demandeur et est fixée comme suit :

1) Pour les concessions de sépultures ou renouvellement de concessions :
   a) 21,30 € par m² et par an pour les inhumations ;
   b) 42,10 € par an et par logette préfabriquée enterrée, pour les incinérations ;
   c) 63,40 € par an et par logette préfabriquée murale, pour les incinérations ;
   d) 8,00 € par an pour un terrain pour urne ;
   e) 124,50 € pour 15 ans pour une plaquette pour colonne de dispersion ;
   f) 41,50 € pour 5 ans pour renouvellement de plaquette ;
   g) Concession pleine terre 1 corps : 913,00 € ;
   h) Concession pleine terre 2 corps : 1.215,00 € ;
   i) Urne surnuméraire : 129,30 €.

2) Prix des caveaux :
   a) 951,70 € pour un caveau 1 corps ;
   b) 1.148,20 € pour un caveau 2 corps ;
   c) 1.901,00 € pour un caveau 3 corps ;
   d) Les caveaux d'occasion sont vendus à moitié prix.

3) Pour les ouvertures et fermetures de caveau :
   a) Fermeture de caveau, columbarium et logette : 62,20 €
   b) Ouverture et fermeture de caveau, columbarium et logette : 124,50 €

Art. 3 - Les taux prévus par le présent règlement seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n– 1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cent supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Art. 4 – La redevance est perçue par facturation ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 5 – En cas d'arrêt prématuré d'une concession, le montant à rembourser au demandeur sera calculé comme suit :

- Concessions « caveau » :
  (prix de la concession + 50% du prix du caveau) / nombre d'années de prise de la concession) x années restantes

- Concessions « pleine terre », « logette », « columbarium », « terrain pour urne » :
  (prix de la concession / nombre d'années de prise de la concession) x années restantes.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Art. 6 – Protection de la vie privée :

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatif aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelle et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 7 – Réclamation : Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 8 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 9 – A défaut de paiement du redevable à la suite de la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 10 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 12 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

40 X ème OBJET : PRIMES DE NAISSANCE ET D'ADOPTION – RÈGLEMENT D'OCTROI

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la délibération du 04 novembre 2019 par laquelle le Conseil communal arrête le règlement d'octroi d'une prime de naissance ;

Considérant qu'il est souhaitable que la commune témoigne d'une attention particulière aux ménages lors de la naissance d'un enfant ;

Considérant qu'une prime de naissance ou d'adoption est octroyée lors de la naissance du 3ème enfant et des enfants suivants ;

Considérant que les primes sont considérées comme des dépenses facultatives et qu'elles peuvent être octroyées par les communes dans les limites de leur possibilités budgétaires ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er – Il est accordé à la mère, à la coparente comme au père tant légitimes que naturels ainsi qu'à la mère, à la coparente comme au père adoptifs habitant la commune, une « prime de naissance » pour le 3ème enfant ainsi que les suivants né(s) et/ou adopté(s) à partir du 1er janvier 2026.

Son montant est fixé à 37,50 € par enfant.

Article 2 – La prime est octroyée à condition que tous les enfants entrant en compte pour l'octroi de celle-ci soient inscrits au registre de population, des étrangers ou d'attente à la même adresse que celle du demandeur.

Article 3 – La demande d'octroi de la prime est introduite par la mère adoptive ou légitime.

En cas de décès de la mère adoptive ou légitime, la demande d'octroi de la prime est introduite par la coparente ou le père légitimes ou adoptifs. A défaut, la demande d'octroi de la prime est introduite par le chef de famille ou la personne assumant les frais d'entretien de l'enfant.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 4 – Les demandes devront être introduites dans les 2 mois de la naissance et/ou de l'adoption, si celle-ci a lieu à Mouscron, via un formulaire mis à disposition par l'Administration communale.

Si la naissance et/ou l'adoption s'est produite dans une autre commune, voire à l'étranger, les demandes devront être introduites dans les 2 mois suivant la déclaration de cette naissance et/ou adoption à l'Administration communale de Mouscron.

Toute demande tardive sera rejetée.

Article 5 – La liquidation de cette prime est subordonnée à l'approbation annuelle par l'autorité supérieur du crédit budgétaire nécessaire.

Article 6 – La prime de naissance sera versée sur le compte bancaire de la personne bénéficiaire.

Article 7 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive: déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 8 – Le présent règlement annule et remplace celui adopté par la Conseil en date du 04 novembre 2019 .Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

4/X ème OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – DÉLIVRANCE DE DOCUMENTS ADMINISTRATIFS – Exercices 2026 à 2031 inclus

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que les prestations des agents communaux ont un coût (heures de travail, matières fournies) qu'il y a lieu de répercuter sur les bénéficiaires ;

Attendu que, pour les documents administratifs suivants, le montant de la redevance a été calculé en fonction des frais réellement engagés : KIDS-ID, carte d'identité électronique, réimpression des codes PIN et PUK, rappel pour carte électronique, permis de conduire et passeport biométrique, demande de régularisation (9bis) ;

Considérant qu'il convient de prévoir la gratuité de certaines démarches afin d'encourager les citoyens à effectuer certaines déclarations ou à les aider dans leurs démarches ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la délivrance de tous documents administratifs quelconques.

La redevance est due par la personne physique ou morale à laquelle le document est délivré.

Le présent règlement n'est pas applicable à la délivrance de documents soumis au paiement d'un droit spécial au profit de la commune en vertu d'une loi, d'un règlement général ou provincial ou d'un règlement particulier.

Article 2 – Les taux de la redevance sont fixés comme suit :

A) Cartes électroniques et documents du Service population :

1	Carte d'identité pour enfants belges de moins de 12 ans (KIDS-ID)	5,50 € + coût de fabrication
2	Carte d'identité électronique	17,20 € + coût de fabrication Carte d'identité avec validité limitée (12 mois) : 4,90 € + coût de fabrication
3	Carte électronique pour étrangers	Carte électronique pour enfants étrangers de moins de 12 ans : 5,50 € + coût de fabrication Carte électronique pour étrangers à partir de 12 ans (sauf carte A) : 17,20 € + coût de fabrication Carte biométrique A : 50,00 €* en ce compris le coût de fabrication _____ * *ne pas indexer (car taux maximum prévu par l'A.R. du 05/03/2017 déterminant les titres de séjour pour lesquels les communes peuvent percevoir des rétributions pour leur renouvellement, prorogation ou remplacement et déterminant le montant maximum mentionné à l'article 2, §2, de la loi du 14 mars 1968 abrogeant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953)*
4	Réimpression des codes PIN et PUK Génération de nouveaux codes PIN	3,00 € + coût de fabrication Exonération : pour les cartes non actives
5	Procédure d'urgence pour les points 1, 2 et 3	Carte d'identité pour enfants belges de moins de 12 ans (KIDS-ID) : 16,50 € + coût de fabrication Carte d'identité électronique : 51,60 € + coût de fabrication Carte électronique pour enfants étrangers de moins de 12 ans : 16,50 € + coût de fabrication

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

		Carte électronique pour étrangers à partir de 12 ans : 51,60 € + coût de fabrication
6	Rappel pour carte électronique	Rappel avec dépassement de date de validité informatique d'au moins de 3 mois : 34,40 € + coût de fabrication
7	Activation d'une carte d'identité électronique émise par un Consulat belge ou modification de données sur la puce	10,00 €
8	Changement de domicile (modèle 2 et 2bis)	6,60 € Ou 13,30 € en cas de réinscription suite à une radiation d'office (hors adresse de référence au CPAS), radiation perte du droit au séjour, radiation pas droit d'inscription ou d'une inscription d'office. Gratuit : en cas de réinscription en adresse de référence au CPAS Mouscron.
9	Sortie pour l'étranger (modèle 8)	Premier modèle : 6,60 € Premier duplicata : 6,60 € Si déclaration après le départ : 13,30 €
10	Délivrance de documents administratifs, certificats tirés des registres de la population et renseignements écrits Certificats libres signés par l'Officier de l'Etat civil	3,00 € par document, certificat ou renseignement Exonération pour : - Certificat de vie à destination d'une caisse de retraite - Assistance judiciaire sur preuve du document de désignation d'un avocat - Certificat délivré dans les 6 mois d'une décision du Collège communal dans le cadre de la renumérotation d'un immeuble et/ou de la transposition de voirie.
11	Légalisation de signature	3,00 € Exonération dans le cadre d'un voyage de groupe d'au moins 8 personnes qui partent ensemble vers une même destination à la même date
12	E-légalisation	6,60 €
13	Copie conforme	3,00 € par copie (face copiée)
14	Recherches	13,30 € par 1/2h entamée 6,60 € par délivrance de document
15	Carte provisoire	Certificat d'inscription : 3,00 €

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

B) Cohabitation légale :

1	Déclaration de cohabitation légale	Accusé de réception : 26,50 € Cohabitation légale soumise à enquête (art. 1476quater de l'ancien Code civil) : 66,30 €
2	Déclaration de cessation de cohabitation légale	De commun accord : 6,60 € Unilatérale : 13,30 €
3	Duplicata d'attestation	3,00 €

C) Etrangers :

1	Demande de régularisation (9bis)	Attestation de réception : 66,30 € Non prise en considération : 66,30 €
2	Dossier d'inscription	Modèle 2 : 6,60 € par modèle + frais de dossier : 13,30 € par personne
3	Annexe 33 (étudiant non inscrit)	6,60 €
4	Prise en charge (annexe 3bis ou annexe 32)	24,50 €
5	Déclaration d'arrivée (annexe 3)	Document administratif : 12,20 € Demande de prolongation : 6,20 €
6	Délivrance du permis de travail	18,60 €
7	Titre de séjour carton et prorogation	Attestation d'immatriculation (A.I.): 12,20 € Document spécial de séjour (annexe 35) : 12,20 € Prorogation A.I. ou annexe 35 : 3,60 € Duplicata A.I. ou annexe 35 : 18,50 €
8	Demande de séjour permanent pour un ressortissant UE ou non-UE Demande d'autorisation d'établissement ou de résident longue durée	3,00 €/personne

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

D) **Etat civil**

1	Délivrance d'extraits et de copies d'actes d'état civil	Gratuit. SAUF 3,00 € si demande en matière juridique (sauf assistance judiciaire sur preuve du document de désignation d'un avocat) ou si demande de + de 3 extraits ou copies, par extrait supplémentaire
2	E-légalisations	Demandes de légalisation/apostille des actes émis par la BAEC : 6,60 €
3	Mariage	Réservation : 24,50 € Constitution du dossier : 24,50 € Livret de mariage : 24,50 € Mariage soumis à enquête (art. 167 de l'ancien Code civil) : 66,30 € (hors réservation, constitution de dossier et livret) Extraits / copies : gratuit pour les 3 premiers. 3,00 € par extrait supplémentaire
4	Déclaration de décès	Frais de dossier : 25,90 € Extraits / copies : gratuit pour les 3 premiers. 3,00 € par extrait ou copie supplémentaire
5	Décès	Permis de transport : 13,30 € Pose de scellés : 278,30 € Honoraire médecin dû par la commune concernée: 49,10 €
6	Déclaration de naissance Déclaration de reconnaissance (prénatale, dans l'acte de naissance, postnatale)	Déclaration (sauf reconnaissance soumise à enquête et déclaration faite par une ou plusieurs personnes inconnues au Registre national) : gratuit Reconnaissance soumise à enquête (art. 330/2 de l'ancien Code civil) : 66,30 € Déclaration de naissance/reconnaissance faite par une ou plusieurs personnes inconnues au Registre national : 30,00 € Extraits / copies : gratuit pour les 3 premiers. 3,00 € par extrait ou copie supplémentaire
7	Nationalité	Déclaration : 200,00 €
8	Changement de prénom(s)	Déclaration : 367,80 € Exonération : Les personnes de nationalité étrangère qui ont formulé une demande d'acquisition de la nationalité belge et qui sont dénuées de prénom(s) lors de la demande d'adjonction de prénom(s) sont exemptées de toute redevance afin d'y remédier. Exception : 10% de la redevance pour les demandes introduites dans le cadre d'une procédure de changement d'identité de genre
9	Modification de l'enregistrement du sexe	Déclaration : 66,30 €

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

10	Transcriptions (articles 68 et 70 de l'ancien Code civil)	Etablissement d'un acte : 12,20 € (par acte à transcrire) Exonération pour la transmission d'un acte de décès.

E) Permis/passeports/casier judiciaire

1	Permis de conduire	12,20 € + coût de fabrication
2	Passeport biométrique Titre de voyage pour réfugié, apatrides et étrangers	Enfant/adulte : 18,50 € + coût de fabrication Urgence/extrême urgence enfant/adulte : 55,50 € + coût de fabrication
3	Casier judiciaire	Gratuit SAUF 3,00 € si demande en matière d'assurance vie, juridique et de club de tir/chasse
4	Permis de détention d'un animal de compagnie	Gratuit
5	Attestation de stage	2,00 €
6	Demande et activation d'une clé numérique	15,00 €
7	E-légalisations	Demandes de légalisation/apostille des extraits de casier judiciaire et copie confirme de passeports : 6,60 €

F) Divers

1	Autorisation d'ouverture d'un débit de boissons pour exploitant ou gérant (240l)	332,30€
2	240l pour aidants ou autres membres du personnel	13,50€
3	Autorisation d'abattage privé	5€/attestation
4	Certificat de capacité pour les chauffeurs de taxi	30€/certificat

Tous les frais d'expédition des documents ci-dessus, même dans le cas où la délivrance est gratuite, sont à charge des particuliers et des établissements qui en font la demande.

En cas de changement de dénomination d'une carte d'identité ou d'un titre de séjour décidé par le Ministère, le tarif de l'ancienne dénomination s'applique de plein droit.

En cas de modification d'une base légale liée à une démarche, le tarif lié cette démarche sous son ancienne base légale s'applique de plein droit.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 3 – Ces montants seront automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 – La redevance est due, au comptant, au moment de la délivrance du document. Excepté pour les honoraires de médecin repris au point D5 qui seront facturés. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 5 – Sont exonérés de la redevance :

- Les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité administrative.
- Les documents délivrés à des personnes indigentes, l'indigence étant prouvée par un certificat d'indigence constatée par le Service social du CPAS.
- Les documents qui sont délivrés aux autorités publiques dans le cadre de leur mission de service publique.

Article 6 – Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive: déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenus, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,...) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 7 – Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours du paiement pour les redevances payables au comptant (dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure pour les factures d'honoraires de médecin à charge des communes). Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 8 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 9 – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 10 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 12 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

VILLE DE MOUSCRON · COMMUNAUTÉ FRANÇAISE ·

La Bourgmestre,

N. BLANCKE

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

42ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – DELIVRANCE DE DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS EN MATIERE D'URBANISME ET DU SERVICE DES ARCHIVES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que les prestations des agents communaux ont un coût (heures de travail, matières fournies) qu'il y a lieu de répercuter sur les bénéficiaires ;

Considérant qu'en cas d'annonce de projet il y a lieu pour les agents communaux de confectionner, d'imprimer et de veiller à faire apposer les annonces sous forme d'affiches par les soins du demandeur ;

Considérant qu'en cas d'enquête publique il y a lieu pour les agents communaux de confectionner, d'imprimer et d'apposer sur le site concerné les avis d'enquête, d'informer du projet les riverains et propriétaires (dans un rayon défini par les dispositions légales) par voie d'affiches et de courrier postal ;

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer des tarifs différents à des prestations différentes ;

Considérant que les taux forfaitaires repris ci-après ont été calculés en fonction des frais minimum réellement engagés par la commune, comme les frais de personnel, de courrier, de communications, etc. Ils peuvent toutefois être majorés sur production d'un justificatif détaillant les frais réels ;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir les étudiants dans le cadre de leur formation et les chercheurs universitaires ou de l'enseignement supérieur dans le cadre de leurs travaux en leur accordant la gratuité sur présentation d'un justificatif valable (carte étudiant, etc.) à l'exception des copies qui seront effectuées dans le cadre de leurs demandes ;

Considérant que IPALLE et l'IEG sont des partenaires de l'Administration et, qu'à ce titre, il est judicieux de leur faire bénéficier d'une exonération ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1er - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur la délivrance de documents et de renseignements en matière d'urbanisme et du service des archives.

Article 2 - Le montant de la redevance est fixé comme suit :

1) ARCHIVES

Frais administratif :

- 5,40 € pour toute demande de renseignement et ce jusqu'à 3 dossiers et/ou actes administratifs consultés par l'agent traitant dans le cadre de la demande et, au-delà de 3 dossiers et/ou actes administratifs, forfait de 13,30 € par demi-heure de recherche entamée.

Frais de reproduction de documents conservés par le services des Archives :

- Photocopie en noir et blanc :
  - A4 : 0,15 € / page
  - A3 : 0,17 € / page
  - Plan : 0,92 € / mètre et au-delà de 1 mètre application d'un montant forfaitaire de 3,5 €
- Photocopie en couleurs :
  - A4 : 0,62 € / page
  - A3 : 1,04 € / page
  - Plan : 4,70 € / mètre et au-delà de 1 mètre application d'un montant forfaitaire de 9 €
- Numérisation en noir et blanc ou en couleurs :
  - A4 : 0,10 € / page
  - A3 : 0,10 € / page
  - Plan : 0,50 €/ mètre et au-delà de 1 mètre application d'un montant forfaitaire de 2 €

Frais de reproduction d'actes d'Etat civil publics :

- Photocopie d'actes d'état civil public en noir et blanc au format A4 : 0,15 € / page
- Numérisation d'actes d'état civil public en noir et blanc ou en couleur au format A4 : 0,10 € / page

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

2) **URBANISME**

Renseignements urbanistiques – informations notariales : 86,00 € / parcelle

Demande de division ne nécessitant pas de permis d'urbanisation : 86,00 € / parcelle, lot créé

Certificats et autorisations repris par le Code de Développement Territorial (CoDT), par le Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par le Décret du 6 février 2014 relatif aux voiries communales

A) Certificats d'urbanisme n°1 : 74,05 € / parcelle

B) Certificat d'urbanisme n°2 : 219,00 €

C) Permis (octroi ou refus) d'impact limité et qui ne requièrent pas le concours d'un architecte : 86,00 €

D) Permis d'urbanisme (octroi ou refus) : 219,00 €

E) Permis d'urbanisme avec volet commercial (octroi ou refus) surface comprise entre 400 et 2500 m² : 1.000,00 €

F) Permis d'urbanisme avec volet commercial (octroi ou refus) surface supérieure à 2500 m² : 1.500,00 €

G) Permis d'environnement de classe 3 – Déclaration environnementale : 86,00 €

H) Permis d'environnement (octroi ou refus) de classe 2 : 500,00€

I) Permis d'environnement (octroi ou refus) de classe 1 : 1.100,00€

J) Permis unique (octroi ou refus) de classe 2 : 1.000,00 €

K) Permis unique (octroi ou refus) de classe 1 : 3.500,00 €

L) Permis unique (octroi ou refus) de classe 2 avec volet commercial : 1.500,00 €

M) Permis unique (octroi ou refus) de classe 1 avec volet commercial : 4.000,00 €

N) Permis d'urbanisation, permis de constructions groupé, logement multiple et immeuble à appartements (octroi ou refus) : 219,00 euros pour chacune des unités logements créées ou estimées par la division de la ou des parcelle(s), et de logements nouveaux supplémentaires créés.

O) Divers :

- En cas d'annonce de projet, le montant de la redevance sera majoré de 31,00 € /annonce ;
- En cas d'enquête publique, le montant de la redevance sera majoré de 62,00 € /enquête ;
- En cas de participation et suivi de la RIP (EIE), le montant de la redevance sera majoré de 500,00 € ;
- En cas d'organisation et suivi d'une réunion de concertation (Décret voirie), le montant de la redevance sera majoré de 300,00 € ;
- Lorsque l'annonce de projet ou l'enquête publique doit être recommencée pour cause de non-affichage par le demandeur, le montant de la redevance sera majoré de 62,00 € ;
- En cas de demande d'avis, le montant de la redevance sera majoré de 13,00 € par avis.
- En cas de création ou de modification de voirie (Décret 06 février 2014), le montant de la redevance sera majoré des frais forfaitaires générés dans le cadre de cette procédure soit 500,00 €.
- En cas d'instruction d'une procédure de plans modificatifs, le montant de la redevance sera majoré de 200,00 € (hors frais divers voir supra),

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- En cas de demande de permis en régularisation (objet principal de la demande), le montant total cumulé sera majoré de 30%;
- Pour toutes autres prestations non couvertes par ledit règlement (adoption, révision, abrogation de SOL, SAR, PRU,...), le montant de la redevance sera calculé sur base des frais réels.

Permis de location

Dossier de demande de permis de location (en ce compris la délivrance du permis de location) :
- Logement individuel : 125,00 € par logement ;
- Logement collectif : 125,00 € par immeuble et 25 € pour chaque loge supplémentaire à partir de la seconde loge.

Prestation d'un enquêteur communal agréé pour l'établissement du rapport de visite :
- Logement individuel : 205,00 € par logement
- Logement collectif : 205,00 € par immeuble + 41,00 € par logement individuel

Les montants repris à l'article 2 point 2) urbanisme seront automatiquement adapté à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à l'euro supérieur pour les décimales supérieures ou égales à 50 cents ou à l'euro inférieur pour les décimales inférieures à 50 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3 - Les sommes dues seront facturées à charge du demandeur. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 4 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 5 - Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;

L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 6 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 7 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 8 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 9 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 10 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

43 ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE – FRAIS D'IMPRESSION ET DE PHOTOCOPIES – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que les services administratifs sont régulièrement sollicités aux fins de réaliser des impressions ou photocopies de divers documents ;

Considérant qu'il convient d'établir une redevance couvrant le coût de la dépense à prendre en considération ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance sur la réalisation de travaux d'impressions ou de photocopies par l'Administration communale.

Article 2 – La redevance est due par la personne qui fait la demande de travaux d'impression selon les modalités détaillées ci-après.

Article 3 – La redevance est fixée comme suit :

A) <u>Pour les impressions réalisées par le service imprimerie :</u>

<u>TARIF DU SUPPORT :</u>

A4 80 gr blanc	12,00 € pour 1000 feuilles
A3 80 gr blanc	24,00 € pour 1000 feuilles
A4 80 gr couleur	20,00 € pour 1000 feuilles
A3 80 gr couleur	40,00 € pour 1000 feuilles
A4 160 gr blanc	32,00 € pour 1000 feuilles
A3 160 gr blanc	60,00 € pour 1000 feuilles
A4 160 gr couleur	38,00 € pour 1000 feuilles
A3 160 gr couleur	70,00 € pour 1000 feuilles
A4 250 gr blanc	50,00 € pour 1000 feuilles
Enveloppes (22,9 cm/11,4 cm)	20,00 € pour 1000 enveloppes

Le tarif sera calculé au prorata des montants indiqués ci-dessus selon les quantités demandées.

La quantité ne peut toutefois pas excéder 25.000 exemplaires (pour les copies en noir et blanc) ou 5.000 exemplaires (pour les copies en couleur). Au-delà, les demandes ne seront pas acceptées.

Chaque demande doit faire l'objet d'un bon de commande et d'un bon d'impression.

<u>TARIF DE L'IMPRESSION SUR LE SUPPORT :</u>

Copie A4 noir et blanc	0,02 €
Copie A4 couleur	0,10 €
Copie A3 noir et blanc	0,02 €
Copie A3 couleur	0,10 €
Impression adresse sur enveloppe	0,02 €

Ces prix comprennent l'impression d'une face. Pour un recto-verso, le tarif est double.

Le tarif de l'impression doit être additionné au tarif du support.

<u>Tarifs format spécial :</u>

Tarif d'un A0 couleur (support et impression compris) : 6,00 €

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

B) <u>Pour les photocopies réalisées par le Secrétariat des Directions :</u>

Photocopie A4 recto	0,10 €
Photocopie A4 recto/verso	0,20 €
Photocopie A3 recto	0,10 €
Photocopie A3 recto/verso	0,20 €

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine de cents inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 4 – La redevance est payable via une facture payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur ladite facture.

Article 5 - Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 6 – Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 7 – A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Article 8 – A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 – Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 – Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

44ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE RELATIF AUX PRESTATIONS COMMUNALES – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la commune, et plus précisément le personnel communal, est amené à effectuer des prestations exceptionnelles, hors des missions d'un service public ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

DECIDE :

Article 1er. - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale sur les prestations exceptionnelles effectuées par le personnel communal hors des missions d'un service public.

Art. 2 - La redevance est due par la personne (physique ou morale), association ou institution qui introduit la demande.

Art. 3 - La redevance est fixée par heure de prestation. Toute heure entamée est comptée comme une heure pleine :

Coût horaire pour le personnel ouvrier :

Grade E1	21,83€
Grade E2	22,70€
Grade E3	24,36€
Grade D1	25,70€
Grade D2	27,16€
Grade D3	28,12€
Grade D4	29,22€

Coût horaire pour le personnel administratif :

Grade D1	25,70€
Grade D2	27,16€
Grade D3	28,12€
Grade D4	29,22€
Grade D5	29,99€
Grade D6	31,91€
Grade D7	32,70€
Grade D8	34,91€
Grade D9	37,69€
Grade D10	41,73€
Grade C1	29,58€
Grade C2	30,12€
Grade C3	32,48€
Grade C4	37,22€
Grade C6	31,24€
Grade C7	33,25€
Grade B1	31,37€
Grade B2	35,09€
Grade B3	38,12€
Grade B4	39,17€
Grade A1	41,19€

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Grade A2	43,21€
Grade A3	46,95€
Grade A4	48,85€
Grade A5	52,50€
Grade A6	57,95€

Art. 4 – Les montants prévus à l'article 3 seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice de l'imposition.

Art. 5 - Les montants dus seront facturés à charge du preneur. La facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 6 – Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatif aux taxes et redevances communales.

Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.

Les principales données sont des données d'identification personnelle et des données financières.

Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.

La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.

Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement des données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.

Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 7 – Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 8 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 9 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 10 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 11 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 12 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

C&M

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

SÉANCE PUBLIQUE

45 ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE RELATIF A LA DELIVRANCE DE LA PLAQUE D'IDENTIFICATION DES TAXIS EN ACTIVITE SUR L'ENTITE DE MOUSCRON – EXERCICES 2026 à 2031 INCLUS.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Décret de la Région Wallonne du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route aux moyens de véhicules de petites capacités ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon du 16 mai 2024 portant exécution du Décret du 28 septembre 2023 relatif aux services de transport rémunéré de personnes par route aux moyens de véhicules de petites capacités publié au moniteur Belge du 20 août 2024, notamment l'article 53 ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 29 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 29 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré ;

A .... des voix ;

DECIDE :

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 1 - Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance communale relative à la délivrance de la plaque d'identification des taxis en activité sur l'entité de Mouscron

Article 2 - La redevance est due par tout propriétaire de taxi qui introduit la demande.

Article 3 - La redevance est fixée à prix coûtant.

Article 4 - Le montant dû sera facturé à charge du preneur, la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 5 – Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 6 – Réclamation :
Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :
Les nom, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande.
Le Collège communal devra rendre sa décision dans les 6 mois qui suivent la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.
La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.
En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.
Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 7 - A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 8 - A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 9 - Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 10 - Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 11 - Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

46ème **OBJET : REGLEMENT REDEVANCE – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC A DES FINS COMMERCIALES – EXERCICES 2026 À 2031 INCLUS**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation,

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général de police ;

Vu le règlement général relatif à l'occupation du domaine public, présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que l'utilisation du domaine public entraine pour la commune des charges, notamment en ce qui concerne la sécurité, la propreté et la salubrité publiques, ainsi que la commodité de passage sur la voie publique et qu'il est équitable d'en faire supporter la charge aux bénéficiaires ;

Considérant qu'il y a lieu de soutenir le secteur Horeca de l'entité mouscronnoise ;

Considérant que pour cela, il y a lieu d'octroyer un tarif préférentiel aux commerces qui installeront des terrasses permanentes sur le domaine public ;

Considérant qu'en cas d'occupation non-annuelle, les frais fixes relatifs au traitement de la demande sont les mêmes qu'en cas d'occupation annuelle et qu'il y a donc lieu de leur appliquer une redevance dont le montant s'élève à 60% du montant de la redevance annuelle en cas d'occupation de 6 mois, à 20% en cas d'occupation d'un mois et à 1% en cas d'occupation d'un jour. Partant du même principe, les terrasses qui ne sont installées que durant les mois d'été se verront appliquer 20% de la redevance annuelle pour les terrasses permanentes ;

Attendu que cette utilisation du domaine public représente un avantage pour ceux qui en font usage et qu'il convient que les bénéficiaires soient soumis à une redevance ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 : Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance pour occupation de la voie publique à des fins commerciales.

Article 2 : La redevance est due par la personne qui occupe le domaine public.

Article 3 :

a) La redevance annuelle est fixée par la multiplication de la superficie occupée, exprimée en m², par l'un des taux suivants, variables selon le lieu de l'occupation :
   - Zone 1 : Centre-ville et axes d'accès au centre-ville : 128,80 €/m²
   - Zone 2 : Axes d'entrée de Ville, axes de passage et noyaux commerciaux : 66,30 €/m²
   - Zone 3 : Le reste du territoire (commerces de proximités) : 33,20 €/m²

   Pour les occupations de 6 mois, 1 mois ou un jour, la redevance est calculée à raison de 60%, 20% ou 1% de la redevance annuelle.

b) Par dérogation à l'alinéa a), les terrasses permanentes placées devant les établissements Horeca bénéficient des taux suivants :
   - Zone 1 : 26,50 €/m² par an
   - Zone 2 : 19,90 €/m² par an
   - Zone 3 : 13,30 €/m² par an

   Pour les terrasses qui ne sont installées que pendant les mois d'été, la redevance est calculée à raison de 20 % de la redevance annuelle par mois d'occupation.

Les extensions de terrasses lors de manifestations, fêtes, etc.. sont imposées aux taux suivants :

- Terrasses installées en zone 1 : 33,20 € par 10 m² ou fraction de 10 m² d'extension, par manifestation (durée max. 1 semaine).
- Terrasses installées en zone 2 ou 3 : 16,60 € par 10 m² ou fraction de 10 m² d'extension, par manifestation (durée max. 1 semaine).

Les taux pour les extensions de terrasses sont pratiqués également pour des installations de terrasses occasionnelles (durée max. 1 semaine).

Article 4 : Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 5 : Pour le calcul de la redevance de la terrasse, la surface à prendre en considération est celle du quadrilatère fictivement inscriptible autour de l'objet ou du groupe d'objets qui occupent le domaine public (tables, chaises, étals, bacs à fleurs,etc).

Lorsque la surface occupée est située dans une zone de stationnement, tout début de zone est calculé pour une zone complète, soit 12 m².

Article 6 : Les sommes dues seront facturées ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 7 : Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 8 : Réclamation : Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Article 9 : A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés à prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 10 : A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Article 11 : Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 12 : Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Article 13 : Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

.PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

47ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE –OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC A DES FINS PRIVEES DE TOUTE NATURE – Exercices 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général de police ;

Vu le règlement général relatif à l'occupation du domaine public, présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Attendu que l'utilisation du domaine public entraine pour la commune des charges, notamment en ce qui concerne la sécurité, la propreté et la salubrité publiques, ainsi que la commodité de passage sur la voie publique et qu'il est équitable d'en faire supporter la charge aux bénéficiaires ;

Attendu que cette utilisation du domaine public représente un avantage pour ceux qui en font usage et qu'il convient que les bénéficiaires soient soumis à une redevance ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant de la redevance selon des critères objectifs tels que le respect du délai requis pour l'introduction de la demande, la régularité de la demande ou sur base du constat effectué par un agent communal assermenté ;

Considérant qu'une occupation du domaine public ne respectant pas les délais requis ou constatée sans demande préalable peut générer des complications en termes de sécurité, aménagement de la voirie ou incompatibilité avec d'autres occupations du domaine public ;

Considérant donc qu'il y a lieu de responsabiliser les citoyens en ce sens ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 26 septembre 2025 ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 26 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

DECIDE :

Article 1 : Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une redevance du chef de l'occupation temporaire du domaine public à des fins privées de toute nature.

Article 2 : La redevance d'occupation temporaire du domaine public à des fins privées de toute nature est due par le demandeur ou l'entrepreneur des travaux ; le propriétaire de l'immeuble étant toutefois solidairement responsable du paiement.

Article 3 : Le taux de la redevance est fixé comme suit :

3. 1. *Pour les demandes respectant le délai requis* :

- 1,20 € par m² et par jour
- En cas de fermeture de rue : 2,40 € par m² de tronçon de rue fermée à la circulation et par jour, avec un maximum de 610,10 €. Un tarif horaire est d'application à raison d'1/24ème par heure de fermeture.
- Pour les mariages, la redevance sera de 1,20 € par m² et par jour pour chaque emplacement de stationnement au-delà du 8ème.
- Pour les funérailles, la redevance sera de 1,20 € par m² et par jour pour chaque emplacement de stationnement au-delà du 8ème.

3. 2. *Pour les demandes ne respectant pas le délai requis* :

- 1,80 € par m² et par jour
- Pour les mariages, la redevance sera de 1,80 € par m² et par jour pour chaque emplacement de stationnement avec un maximum de 8 emplacements .

3. 3. *Pour les constatations d'occupation du domaine public sans demande préalable* :

- 3,60 € par m² et par jour
- En cas de fermeture de rue : 2,40 € par m² de tronçon de rue fermée à la circulation et par jour. Un tarif horaire est d'application à raison d'1/24ème par heure de fermeture

Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation suivant la formule:

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

Les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice.

Article 4 : Pour le calcul de la redevance, la surface à prendre en considération est celle du quadrilatère fictivement inscriptible autour de l'objet ou du groupe d'objets qui occupent la voie publique.

La surface d'un emplacement de stationnement est fixée forfaitairement à 12m².

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 5 : Ces redevances ne seront pas applicables lorsque l'occupation du domaine public est la conséquence de travaux effectués :

- Sous le patronage de la Société Wallonne de Logements,
- Aux immeubles de l'Etat, de la Province, de la Commune et des Administrations subordonnées.

Article 6 : Les sommes dues seront facturées ; la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Article 7 : Protection de la vie privée

Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.
Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Article 8 : Réclamation :

Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 3 : Occupation du domaine public à des fins privées :

§ 1 : La demande **complète** doit être introduite au moins 8 jours ouvrables pleins avant le début de l'occupation.
Si la demande est introduite avant 12h00, le jour de la demande compte dans le délai. Si la demande est introduite après 12h00, le délai débute le lendemain de la demande.

Le montant de la redevance qui sera appliquée est repris dans le règlement « Redevance – Occupation du domaine public à des fins privées de toute nature » en vigueur ;

§ 2 : Il est néanmoins possible d'introduire une demande appelée « sans dates » pour ce faire, il suffit d'en faire mention lors de l'introduction de votre demande et d'y mentionner la durée de l'occupation prévue. Cet avantage ne sera accordé qu'à la condition que les dates exactes d'occupation soient communiquées auprès du service GDV/ODP au moins 3 jours ouvrables pleins avant le début de l'occupation (tout en respectant le délai initial de 8 jours ouvrables pleins à partir de la réception d'un dossier complet) sans quoi votre demande pourrait être refusée ou être traitée en régularisation avec une majoration du montant de la redevance suivant le règlement « Redevance – Occupation du domaine public à des fins privées de toute nature » en vigueur. Dans ce cas, le dossier reste valable au maximum 1 an, après quoi celui-ci sera automatiquement annulé ;

§ 3 : Les occupations du domaine public pour des travaux réalisés par ou pour le compte d'organismes publics, d'intercommunales ou autres gestionnaires de réseaux (impétrants), tels que distribution d'eau, de gaz, d'électricité, de télécommunications, sont également soumises à cette demande d'autorisation. Pour ce qui les concerne, à défaut de demande ou en cas de demande tardive, une pénalité d'un montant de 500,00 € sera mise à charge de l'entrepreneur ou, à défaut, du commanditaire. La société gestionnaire sera co-responsable des amendes et/ou redevances impayées.

Exceptions :

- En cas de travaux nécessitant une emprise de + de 500m² de domaine public et/ou une fermeture de rue à la circulation d'une durée supérieure à 7 jours calendrier, le délai d'introduction de la demande d'autorisation sera d'au moins 1 mois avant le début des travaux. Si la demande est introduite en dehors des délais prescrits, elle sera refusée et postposée.
- En cas de festivité, le délai d'introduction de la demande d'autorisation sera d'au moins 1 mois avant le début de l'occupation.
- En cas de course cycliste, le délai d'introduction de la demande d'autorisation sera d'au moins 14 semaines avant le début de la course.

§ 4 : Cas particulier de la réservation de places de parking pour les cérémonies de mariage : Si la demande est introduite dans les délais et concerne 8 places de parking max. (aux abords du Centre administratif, des maisons communales ou des lieux de culte), l'autorisation sera délivrée gratuitement. Si la demande est introduite dans les délais mais concerne plus de 8 places de parking, les emplacements supplémentaires seront payants. Si la demande est introduite hors délai, tous les emplacements seront payants et le nombre de places sera limité à 8. Dans ce dernier cas, le montant de la redevance appliquée est repris dans le règlement « Redevance – Occupation du domaine public à des fins privées de toute nature » en vigueur.

§ 5 : Cas particulier de la réservation de places de parking pour les cérémonies de funérailles : Si la demande concerne au max. 8 places de parking, l'autorisation sera délivrée gratuitement. Si la demande concerne + de 8 places de parking, les emplacements supplémentaires seront payants suivant le règlement « Redevance – Occupation du domaine public à des fins privées de toute nature » en vigueur.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 4 : Occupation du domaine public à des fins commerciales :

§ 1 : La demande **complète** doit être introduite au moins 8 jours ouvrables pleins avant le début de l'occupation.
Si la demande est introduite avant 12h00, le jour de la demande compte dans le délai. Si la demande est introduite après 12h00, le délai débute le lendemain de la demande.

§ 2 : Pour les demandes annuelles, si aucune autorisation n'est sollicitée pour le 31 mars de l'année en cours, une majoration de 15% de la redevance d'occupation, reprise dans le règlement « Redevance – Occupation à des fins commerciales » en vigueur, sera appliquée. Par contre, si la demande d'occupation **complète** est introduite 8 jours ouvrables pleins au moins avant le 31 décembre de l'année qui précède, une réduction de 15% de la redevance d'occupation, reprise dans le règlement « Redevance – Occupation à des fins commerciales » en vigueur, sera appliquée.

§ 3 : Les terrasses et étals devront se conformer au règlement de Police relatif à l'implantation des terrasses et étals.

Article 5 : L'autorisation peut être, au besoin, couplée à un arrêté de Police dressé à l'initiative de la Bourgmestre, cheffe de la Police, ou à une ordonnance de Police, prise à l'initiative du Collège communal.

Article 6 : Toute occupation est soumise au paiement d'une redevance dont le montant est fixé dans les règlements-redevances en vigueur. La redevance est due aussi longtemps que la cessation de l'occupation n'a pas été notifiée à l'Administration communale sauf si un terme est prévu dans l'autorisation. La demande d'autorisation doit faire mention de tous les éléments nécessaires au calcul de la redevance. Il en est de même en cas de demande de modification ou de prolongation des délais. Elle fera également mention de toutes les mesures qui seront prises par le demandeur en matière de sécurité.

Article 7 : En cas de journée d'intempérie hivernale justifiée pour laquelle la nature du chantier est incompatible et, à condition d'en aviser, par mail, le service GDV/ODP au plus tard le matin du jour de l'intempérie, celui-ci pourra faire l'objet d'une note de crédit pour le montant de la redevance correspondant à cette période d'intempéries. La même procédure devra être réalisée pour chaque jour d'intempérie.

Article 8 : L'autorisation d'occupation du domaine public est délivrée à titre personnel et précaire, et est incessible.

Article 9 : L'autorisation peut être assortie de conditions particulières, compte tenu notamment de la disposition des lieux et des impératifs de sécurité.

Article 10 : Tout bénéficiaire de l'autorisation prévue est tenu d'observer strictement les conditions énoncées dans l'autorisation. Il doit veiller à ne pas nuire à autrui et à ne pas compromettre la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique.

Article 11 : L'autorisation est révocable en tout temps sans préavis ni indemnité. Elle peut également être suspendue pour une période déterminée ou retirée à titre définitif afin de prévenir tout désordre sur le domaine public ou en cas de violation d'une condition posée à l'octroi de l'autorisation, après avertissement.

Article 12 : Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de se conformer strictement et immédiatement aux injonctions qui lui sont données par les agents chargés du contrôle de l'occupation de la voie publique.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 13 : Le paiement éventuel d'une redevance n'emporte aucune obligation pour la Ville d'établir une surveillance spéciale des dispositifs placés sur la voie publique.

Article 14 : La Ville n'encourt aucune responsabilité quelconque quant aux préjudices que les bénéficiaires de l'autorisation pourraient subir suite à la dégradation volontaire ou non du matériel placé sur la voie publique.

Article 15 : Le bénéficiaire de l'occupation, quant à lui, est responsable de tout dommage et dégradation quelconques résultant de l'occupation de la voie publique, en ce compris les dommages occasionnés à la voie publique.

Article 16 : L'autorisation est accordée aux risques et périls du bénéficiaire en ce qui concerne les droits éventuels des tiers, usagers de la voie publique et riverains.

Article 17 : Les autorisations visées dans le présent règlement ne dispensent pas le bénéficiaire de l'obtention, au besoin, d'un permis d'urbanisme ou de tout autre permis obligatoire pour le type d'installation envisagée.

Article 18 : Des contrôleurs urbains exercent un contrôle de terrain. Il est dans l'intérêt du bénéficiaire d'une autorisation de leur signaler la fin de l'occupation dès que celle-ci intervient, ainsi que toute modification de surface d'occupation, de manière à ne soulever aucune contestation. Les contrôleurs urbains sont habilités à constater les occupations n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'autorisation ainsi que les occupations ne respectant pas les conditions prévues dans l'autorisation délivrée.

Article 19 : Le retrait de l'autorisation par mesure de Police pour faute du redevable ou pour manquement aux règles de sécurité ou la renonciation par celui-ci du bénéfice de l'autorisation n'entraine, pour le redevable, aucun droit à la restitution des sommes déjà versées.

Article 20 : Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations à caractère personnel recueillies font l'objet d'un traitement informatisé destiné à constituer le dossier administratif pour la gestion et le suivi de l'occupation du domaine public concernée. En fonction du type de demande, les données sont susceptibles d'être communiquées aux différents départements de la Ville de Mouscron suivants : les autorités décisionnaires, le Service GDV/ODP, le Service Voirie, le Service Mobilité, le Service Urbanisme, le Service de la Planification d'Urgence, le Service des Foires et Marchés, le Service juridique, le Service des Finances en vue de la facturation correspondante, les Ateliers communaux en cas de location de matériel, le Syndicat d'initiative, les services de Police ; s'il échet, les données peuvent également être transmises au SPW Mobilité et Infrastructures.

Le fondement au traitement des données est la nécessité au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis (art. 6, 1, c) du RGPD), soit les obligations découlant du présent règlement. Les données sont conservées pendant la durée nécessaire à la gestion de la demande, au suivi de l'occupation du domaine public et à l'administration des éventuels litiges. Les délais légaux de conservation des documents administratifs et des documents comptables sont d'application.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès ou de rectification, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 21 : Le présent règlement annule et remplace le règlement général adopté par le Conseil communal le 07 octobre 2019. Il sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

VILLE DE MOUSCRON - COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENTS

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

MME ~~VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAËLLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

SÉANCE PUBLIQUE

49ème OBJET : **REGLEMENT REDEVANCE SUR LES EMPLACEMENTS AUX FOIRES – EXERCICES 2026 à 2031 inclus**

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code Civil, le Code judiciaire et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu la loi du 4 juillet 2005 modifiant la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics ;

Vu l' arrêté royal du 18 juin 2003 relatif à l'exploitation des attractions foraines ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine ;

Vu le Décret du 4 octobre 2018 relatif au Code wallon du Bien-être des animaux modifié par le décret du 6 mai 2019, du 24 novembre 2021, du 13 décembre 2023 et du 18 décembre 2024 ;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 17 avril 2025 portant diverses mesures de simplification relatives à l'exercice des activités ambulantes et foraines ;

Vu la circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs Locaux relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne pour l'année 2026 ;

Vu le règlement général relatif aux foires organisées sur l'entité de Mouscron présenté en cette même séance ;

Considérant que la commune établit la présente redevance afin de se procurer les moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions ;

Considérant que la Ville de Mouscron autorise différents types de foires : la foire de printemps, la foire d'été, diverses foires et kermesses de quartier, … ;

Considérant que les forains occupent le domaine public durant la période de la foire (ainsi que pour l'installation et le rangement) ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le montant du droit de place ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Considérant également la nécessité pour certains forains de placer leur caravane à proximité de leur manège pour des raisons personnelles ;

Considérant que la zone délimitée pour une foire ne peut accueillir les caravanes de l'ensemble des forains ;

Considérant que des zones de stationnement hors de la zone réservée aux manèges sont prévues lors chaque festivité ;

Considérant qu'en cas de demande expresse de stationnement sur la zone de foire, il y a lieu de fixer le montant de la redevance en conséquence ;

Considérant que pour cela, il y a lieu de fixer une redevance journalière ;

Attendu que la présente décision appelle l'avis de légalité de la Directrice financière ;

Attendu que le dossier lui a été transmis en date du 19 septembre 2025 ;

Vu l'avis de légalité favorable remis par la Directrice financière en date du 22 septembre 2025 et joint à la présente décision ;

Après en avoir délibéré,

A des voix ;

D E C I D E :

Art. 1. Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, des droits de place sur les emplacements aux foires, ducasses, fêtes de quartier, kermesses, etc.

Art. 2. Les établissements de tout genre et de toute espèce (attractions, métiers de bouche, ...) qui s'installeront sur le domaine public seront assujettis à un droit de place journalier de 0,40 €/m², avec un minimum de perception de 5,00 €. Ce droit ne sera exigible que les samedis et dimanches.

Art. 3. En cas de placement de caravane sur le champ de foire, une redevance de 125,00 € par jour sera appliquée.

Art. 4. Ces montants seront automatiquement adaptés à l'index des prix à la consommation (base 2013) suivant la formule :

$$\frac{\text{Taux du règlement x indice au 31/10 de l'exercice d'imposition n-1}}{\text{Indice des prix au 31/10/2025}}$$

Les montants ainsi obtenus seront automatiquement arrondis à la dizaine de cents supérieure pour les décimales supérieures ou égales à 5 cents ou à la dizaine inférieure pour les décimales inférieures à 5 cents.

A partir de l'exercice 2027, les taux indexés seront applicables au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Art. 5. La redevance est perçue par facturation, la facture est payable au plus tard à la date d'échéance mentionnée sur celle-ci.

Art. 6. Protection de la vie privée
Le responsable du présent traitement est la commune de Mouscron.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Les traitements effectués sur les données personnelles sont nécessaires dans le cadre de l'établissement, de la perception, du recouvrement, du traitement des réclamations et du contrôle relatifs aux taxes et redevances communales.
Les méthodes de collecte de ces données sont de manière non exhaustive : déclarations, contrôles ponctuels, recensement par l'administration, en fonction des règlements de taxes et de redevances et en fonction des prescrits légaux en matière de recouvrement.
Les principales données sont des données d'identification personnelles et des données financières.
Ces données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés, par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du code des impôts sur le revenu, des tiers mandatés par la commune (huissiers, avocats,) ou agissant en tant que sous-traitant.
La commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite.
Pour toutes questions ou demandes relatives au traitement de données à caractère personnel réalisé par la commune de Mouscron, il convient de s'adresser au Délégué à la protection des données de la commune de Mouscron.
Un droit de réclamation est par ailleurs ouvert auprès de l'Autorité de protection des données rue de la Presse, 35 à 1000 Bruxelles.

Art. 7. Réclamation : Toute réclamation sera soumise à l'examen du Collège communal.
La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès du Collège communal au plus tard dans les 15 jours de l'envoi de la mise en demeure. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou son représentant et doit mentionner :

- Les noms, qualité et adresse ou siège du redevable à charge duquel la redevance est établie ;
- L'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens justifiant la demande de rectification ou d'annulation de la redevance.

Le Collège communal devra rendre sa décision dans l'année qui suit la date de la réception de la réclamation, sans toutefois que son absence puisse s'interpréter comme une décision favorable au redevable.

La décision sur la réclamation sera notifiée, par voie recommandée, au redevable et ne sera plus susceptible de recours administratif.

En cas de rejet de la réclamation, dûment notifiée, la procédure de recouvrement sera poursuivie.

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à la notification de la décision au redevable, la procédure de recouvrement est suspendue.

Art. 8. A défaut de paiement, un rappel simple et sans frais sera envoyé. A défaut de paiement dans les 15 jours de l'envoi de ce rappel, une mise en demeure préalable à la contrainte sera adressée au redevable par recommandé. Les frais de cette mise en demeure, fixés au prix coûtant, sont à charge du redevable et seront également recouvrés avec le principal.

Art. 9. A défaut de paiement du redevable suite à la mise en demeure et à défaut de réclamation, le Collège rendra exécutoire une contrainte conformément à l'article L1124-40 §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Les frais de cette procédure seront entièrement à charge du redevable.

Art. 10. Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévus par l'article L1124-40 §1, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 11. Toute somme due est productive d'un intérêt de retard calculé au taux légal à partir de la date d'envoi de la mise en demeure.

Art. 12. Le présent règlement sera transmis, pour approbation, au Gouvernement wallon et publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

MOUSCRON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 OCTOBRE 2025

PRÉSENT

MME CLOET ANN — BOURGMESTRE-PRÉSIDENTE

M. VAN GYSEL PASCAL, M. HARDUIN LAURENT, M. VACCARI DAVID, M. VARRASSE SIMON, MME DE WINTER CAROLINE, MME ROGGHE ANNE-SOPHIE, M. JOUEN CÉDRIC — ÉCHEVINS ;

~~MME VALCKE KATHY~~ — ~~PRÉSIDENTE DU C.P.A.S.~~ ;

M. LECLERCQ VICTOR — PRÉSIDENT DU C.P.A.S. FF. ;

M. CASTEL MARC, MME VANDORPE MATHILDE, MME AHALLOUCH FATIMA, M. MOULIGNEAU FRANÇOIS, MME NUTTENS REBECCA, M. RADIKOV JORJ, M. GISTELINCK JEAN-CHARLES, M. HACHMI KAMEL, MME HOSSEY GAELLE, M. LOOSVELT PASCAL, M. ROUSMANS ROGER, MME DEMETS SOPHIE, MME VANDENBUSSCHE MARTINE, M. MOREL THIBAULT, MME PROUVOST SOPHIE, M. VARRASSE SÉBASTIEN, M. BRACQ CHARLES, M. MERCIER STEVE, M. PROVIS EMMANUEL, M. LELOUP PASCAL, M. SOETE SYLVAIN, M. BENYACOUB ABDEL, M. CARRETTE MAXIME, MME CARRETTE NATHALIE, M. NYS JEAN-PIERRE, MME CHRISTIAENS VÉRONIQUE, MME BRACHOT ISABELLE ; — CONSEILLERS COMMUNAUX ;

MME BLANCKE NATHALIE — DIRECTRICE GÉNÉRALE

PROJET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

SÉANCE PUBLIQUE

50ème **OBJET : REGLEMENT GENERAL - RELATIF AUX FOIRES ORGANISEES DANS L'ENTITE DE MOUSCRON**

Le Conseil communal,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le Décret du 4 octobre 2018 relatif au Code wallon du Bien-être des animaux modifié par le décret du 6 mai 2019, du 24 novembre 2021, du 13 décembre 2023 et du 18 décembre 2024 ;

Vu le Règlement Général de Police ;

Vu le règlement redevance relatif à l'emplacement de forains sur l'entité de Mouscron présenté en cette même séance ;

Considérant que la Ville de Mouscron autorise différents types de foires : la Foire du printemps, la Foire d'été, diverses foires et kermesses de quartier, … ;

Considérant que pour cela, il y a lieu de fixer les conditions générales d'occupation à respecter ;

Après en avoir délibéré ;

A des voix ;

D E C I D E :

Article 1 - L'organisation du placement de forains dans l'entité de Mouscron relève de la compétence du Collège communal de la Ville de Mouscron.

Article 2 - Les foires se tiennent :

- **Foire du Printemps à Mouscron** :
  Période : 15 jours avant Pâques pour une durée de 9 jours de manifestation (2 week-end)
  Lieux : Grand'Place, parking angle rue de Courtrai/rue de de Menin, parking angle rue de Bruxelles/rue de Menin/rue de Rome, Esplanade Réal Dujardin à Mouscron

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- **Ducasse d'Herseaux-Ballons**:
  Période : 2e week-end après Pâques
  Lieu : parking angle rue du Crétinier/rue St Jean-Baptise à Herseaux

- **Ducasse de la Trinité à Luingne**:
  Période :1er week-end après la Pentecôte
  Lieu : place de Luingne (côté monuments aux morts)

- **Ducasse du Festar à Dottignies**:
  Période :2e week-end après la Pentecôte
  Lieu :place de la Main et rue des Volontaires de guerre à Dottignies

- **Ducasse d'Herseaux-Place**:
  Période :4e week-end de juin
  Lieu : parking place d'Herseaux (côté monuments aux morts)

- **Ducasse d'Eté à Mouscron**:
  Période :2 premiers week-end de juillet
  Lieu : Esplanade Réal Dujardin à Mouscron

- **Ducasse d'Herseaux-Gare (Toubac)** :
  Période :2e week-end de juillet
  Lieu : rue des Cheminots à Herseaux

- **Fête de la Main à Dottignies**:
  Période : 3e week-end de septembre
  Lieu : place de la Main à Dottignies

- **Fête des Hurlus à Mouscron**:
  Période : 1er week-end d'octobre
  Lieu : parking angle rue de Tourcoing et rue des Moulins

- **Ducasse d'Automne à Herseaux-Gare**:
  Période : 2e week-end d'octobre
  Lieu : rue des Cheminots à Herseaux

- **Ducasse Nell à Luingne**:
  Période : 3e week-end d'octobre
  Lieu : parking Nell à Luingne

- Occasionnellement en d'autres endroits de l'entité après accord du Collège communal de la Ville de Mouscron ;

Article 3 - En cas de nécessité et, notamment, en cas de travaux publics ou privés, de réaménagement d'espaces publics, organisation communales requérant l'occupation du domaine public, …, le Collège communal peut supprimer ou organiser le placement de forains en d'autres endroits que ceux énoncés ci-dessus.

Article 4 - Pour obtenir un emplacement, le forain doit au plus tard 1 mois avant l'ouverture de la foire (exception faite de la Foire du Printemps où les documents devront parvenir à l'administration communale de Mouscron – service Foires et Marchés à l'adresse mail : foires-marches@mouscron.be au plus tard 4 jours avant la date d'ouverture de la manifestation), apporter la preuve qu'il satisfait aux conditions suivantes, pour le genre d'attraction ou d'établissement exploité :

- Il est dûment couvert des polices d'assurance en responsabilité civile et contre les risques d'incendie (avec date de fin mentionnée) ;
- Lorsqu'il s'agit d'une attraction foraine à propulsion de personnes actionnée par une source d'énergie non humaine, ladite attraction satisfait aux dispositions de l'article 10 de l'Arrêté Royal du 18 juin 2003 relatif à l'exploitation des attractions foraines ;
- L'établissement de gastronomie foraine avec ou sans service à table et les personnes qui y sont occupées satisfont aux conditions règlementaires en matière de santé publique ;
- Que les installations d' électricité ont été vérifiées par un organisme agréé et valide de moins de 13 mois.
- Que les installations de gaz ont été vérifiées par un organisme agréé et valide de moins de 13 mois. L'exploitant devra notamment s'assurer que les tuyaux de l'installation extérieure datent de moins de 5 ans et soient en bon état général ;
- Que les extincteurs ont été vérifiés par un organisme agréé et valide de moins de 13 mois.

Article 5 - Pour les attractions de type A (> 5 m de haut et/ou vitesse > 10 m/s), il devra également fournir un mois avant :

- Une analyse de risque réalisée par un organisme accrédité ;
- Une vérification périodique datant de moins de 3 ans et réalisée par un organisme accrédité. L'analyse de risque peut en tenir lieu si elle date de moins de 3 ans ;
- Une inspection d'entretien datant de moins de 13 mois et réalisée par un organisme indépendant ;
- Une inspection de mise en place réalisée après chaque montage par un organisme indépendant (à fournir lors de la visite de prévention incendie maximum).

Article 6 - Pour les attractions de type B (celles qui ne sont pas de type A), il devra également fournir un mois avant :

- Une analyse de risque réalisée par un organisme indépendant ;
- Une vérification périodique datant de moins de 10 ans et réalisée par un organisme indépendant. L'analyse de risque peut en tenir lieu si elle date de moins de 10 ans ;
- Une inspection d'entretien datant de moins de 13 mois et réalisée par un une personne compétente sur le plan technique ;
- Une inspection de mise en place réalisée après chaque montage par l'exploitant éventuellement assisté de tiers (à fournir lors de la visite de prévention incendie maximum).

Les documents sont à envoyer à l'adresse mail suivante : foires-marches@mouscron.be

Article 7 - En ce qui concerne les métiers installés sur la Grand 'Place et dans l'Espace des Fontaines (place E.de Necker, place Gérard Kasiers, passage St Barthélémy, passage de la Poste), ceux-ci ne peuvent avoir une masse supérieur à 3T5, sauf dérogation accordée par le Collège Communal. Dans ce cas, des plaques de répartition de charge non métallique devront être installées sous le métier.

Article 8 - Pour toute occupation de la Grand 'Place, les prescriptions suivantes devront être respectées:

- Prescriptions relatives à la zone piétonne (trottoirs et esplanade)
  - Eviter tout contact de matière métallique avec la pierre bleue en faisant utilisation obligatoire de protections (bois, pvc, caoutchouc ...);
  - Procéder à un état des lieux entrants et sortants ;
  - Ne rien placer sur les zones dites « sensibles » (espace fontainerie, les caniveaux en Pierre Bleue, métallique et à fente, bornes foraines, trappe pour le sapin de Noël, les différents trapillons liés aux GCC) ;
- Prescriptions relatives à la voie de circulation

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- Eviter tout contact de matière métallique avec le revêtement en faisant utilisation obligatoire de protections (bois, pvc, caoutchouc...);
- Procéder à un état des lieux entrants et sortants ;

- Accès de tout véhicule sur l'Esplanade de la Grand 'Place
  - Toutes manœuvres de retournement seront interdites ou tout du moins à «l'allure du pas», la non-circulation sur les éléments sensibles (caniveaux, espace fontaine, divers trappillons, ..)
  - Initialement, la zone acceptée à la circulation au départ de la rue des Résistants se fait entre les caniveaux à grille qui prend départ au niveau des bornes et celui permettant la brumisation.
- Toutes dégradations des infrastructures existantes se trouvant sur l'esplanade et dans la rue des Résistants seront à rénover par le forain et à sa charge. A défaut, ces dernières lui seront refacturées à prix coutant.
- S'il y a lieu, le forain devra protéger l'esplanade aux droits de son occupation.

Article 9 - Les heures d'ouverture des fêtes foraines publiques sont fixées comme suit :
- les vendredis, samedis, dimanches, jour férié et veille de jour férié : de 12h00 à 00h30 ;
- les autres jours : de 12h00 à 23h30;
Les forains sont tenus de respecter ces heures d'ouverture.

Article 10 - Le contrôle du respect et de la bonne exécution du présent règlement est assuré sur les zones foraines par le préposé au placement de forains, désigné à cette fonction par le Collège communal.

Article 11 - Les emplacements sont attribués en deux temps :
- pour la durée de la fête foraine
- par contrat d'une durée de validité de 5 ans ;

Article 12 - Les emplacements sur les fêtes foraines publiques sont attribués:

- Aux personnes physiques qui exercent une activité foraine ou une activité ambulante de gastronomie foraine pour leur propre compte ;
- Aux personnes morales qui exercent une activité foraine ou une activité ambulante de gastronomie foraine, dans ce cas les emplacements sont attribués à ces personnes morales par l'intermédiaire du responsable de leur gestion journalière ;

Article 13 - Le Collège communal se réserve le droit de fixer un nombre maximum de métiers identiques afin de favoriser la diversité des champs de foire ;

Article 14 - Les contrats ont une durée de cinq ans et sont renouvelables tacitement à leur terme. Le titulaire d'un contrat peut, sur demande motivée, obtenir un contrat pour une durée plus courte. Cette demande est laissée à l'appréciation du Collège communal, sauf lorsqu'elle est justifiée par la cessation des activités en fin de carrière ;

Article 15 - Les personnes sous contrat ou non qui souhaitent s'installer lors d'un des placements de forains repris ci-dessus, doivent en faire la demande auprès de la commune chaque année, pour le 15 janvier de chaque année **au plus tard**, via le formulaire adéquat par mail à l'adresse foires-marches@mouscron.be ou à compléter en ligne via le e-guichet sur le site www.mouscron.be . Ce formulaire mentionne :

- nom, prénom, adresse ;
- numéro BCE ;
- type d'attraction (dimensions + tonnage) ;
- puissance électrique nécessaire ;
- en possession ou non d'un groupe électrogène (dimensions + tonnage) ;

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

- nécessité ou non d'un branchement en eau ;
- nécessité ou non d'un emplacement pour caravane (dimensions + tonnage) ;
- nombre total de m² souhaité sur le champs de foire ;

Les forains s'acquitteront de la redevance pour leur emplacement forain, conformément au règlement-redevance en vigueur au jour de l'octroi du contrat.

Les emplacements pour lesquels la redevance pour emplacement forain n'a pas été acquittée dans les délais deviendront immédiatement libres et pourront être attribués à d'autres demandeurs.

En cas de force majeure, le remboursement de la redevance dûment acquittée pourra être sollicité auprès du Collège communal (sur base d'un justificatif prouvant l'incompatibilité avec la nature de l'activité). Après examen, le Collège communal décidera de la validité ou non du motif.

Lorsque sans motif valable et sans avoir au préalable averti le préposé aux foires au moins 1 mois avant la manifestation, un forain n'occupe pas l'emplacement sollicité, il en sera disposé sans autre formalité en vue de l'attribuer à un autre forain.

Article 16 - Pour un bon déroulement de l'arrivée et du montage, les forains sont tenus de suivre scrupuleusement l'ordre préétabli et de respecter le numéro d'ordre qui leur est attribué.

Article 17 - Les caravanes et les véhicules de transport devront s'installer à l'endroit indiqué par le préposé aux foires et ce, pour toute la durée de la foire.

Ces endroits seront prévus en dehors des champs de foire pour les foires suivantes :
- foire du Printemps
- ducasse d'Eté.

Article 18 - Les forains doivent avoir terminé leur installation la veille de l'ouverture de la foire.

Article 19 - Le démontage devra être terminé pour le surlendemain à 16h00, toutes les places devant être dégagées.

Article 20 - Le métrage déclaré ne peut être augmenté ou diminué au moment du montage.

Article 21 - Les forains doivent recueillir leurs déchets de toute nature, les rassembler et les emporter. Les forains doivent restituer leur emplacement en parfait état de propreté. Chaque forains qui fournit de la nourriture à consommer sur place doit installer une poubelle.

Article 22 - Les forains dont l'installation nécessite un raccordement électrique se conformeront aux directives données par le préposé aux foires en ce qui concerne l'endroit de raccordement électrique avec une maison ou un établissement situés autour des zones foraines. Ces raccordements se font sous l'entière responsabilité des forains et en aucun cas la Ville de Mouscron ne peut s'en porter garante.

Article 23 - Toutefois si le raccordement se fait sur les compteurs ou coffrets électriques placés par l'administration communale de la Ville de Mouscron, la redevance relative à l'utilisation des bornes électriques sera appliquée, conformément au règlement-redevance en vigueur au jour d'installation de la foire.

Article 24 - Les forains qui font usage de bouteilles de propane ou de butane devront se conformer aux règles de sécurité édictées par la zone de secours et, en ce qui concerne l'installation de ces bonbonnes de gaz. Les bonbonnes de gaz situées à l'extérieur du véhicule seront obligatoirement placées dans un abri ventilé et fermé à clé.

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON

Article 25 - L'organisation des foires est soumise à l'application du Règlement Général de Police de la Ville de Mouscron, auquel il est renvoyé. Le non-respect des conditions d'autorisations d'emplacements délivrées dans ce contexte entraînera d'office le retrait de ladite autorisation sans donner lieu au moindre remboursement des droits acquittés.

Article 26 - Les titulaires d'un ou de plusieurs emplacements sur une ou plusieurs foires publiques sont tenus au paiement de la redevance pour occupation du domaine public telle que reprise dans le règlement relatif aux emplacements forains.

Article 27 – Protection de la vie privée

La Ville de Mouscron, responsable du traitement, est particulièrement attentive au respect de la vie privée et de la protection de vos données personnelles en se conformant au Règlement général sur la Protection des Données (« RGPD » - UE 2016/679 du 27/04/2016) et à la Loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les informations à caractère personnel recueillies au moyen du formulaire prévu et des documents annexes complémentairement sollicités font l'objet d'un traitement informatique sécurisé destiné à constituer le dossier administratif pour la gestion des demandes d'emplacements sur le domaine public de la commune à l'occasion de l'organisation d'activités foraines. Les données sont communiquées aux différents départements suivants de la Ville de Mouscron : les autorités décisionnaires, le Service des Foires et Marchés, le Service de la Planification d'Urgence, le Service des Finances pour la facturation correspondante et, le cas échéant, le Service Assurances ; les données sont également transmises aux services de la Zone de secours.

Conformément à l'article 6, 1, e) du RGPD, le fondement au traitement des données est la nécessité à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investie la Ville de Mouscron, et ce en vertu des législations relatives à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et des activités foraines sur le domaine public. La non-fourniture des données sollicitées peut être un empêchement à l'occupation souhaitée du domaine public.

Les données sont conservées durant cinq ans au terme desquels elles sont effacées ; les données comptables peuvent faire l'objet d'une conservation plus longue selon les prescrits légaux.

Toutes les informations relatives à la gestion de vos données à caractère personnel et à l'exercice de vos droits prévus dans ce cadre par le RGPD, en ce notamment les droits d'accès, de rectification ou d'effacement, peuvent être consultées dans notre « Politique générale de confidentialité des données à caractère personnel » sur le site de la Ville de Mouscron à l'adresse www.mouscron.be.

Article 28 - Le présent règlement sera publié tel que prévu aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur le 1er jour de sa publication.

PAR LE CONSEIL :

Par ordonnance :

La Directrice générale,
N. BLANCKE

La Présidente,
A. CLOET

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,

N. BLANCKE

La Bourgmestre,

A. CLOET

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOUSCRON | RUE DE COURTRAI, 63 | B-7700 MOUSCRON